



Jusqu'à l'égalité

La situation des filles dans le monde en 2026

Changeons son avenir

Comment la crise climatique favorise les violences sexuelles, les mariages précoces et les grossesses non désirées, et limite les perspectives d'avenir des filles

La situation des filles dans le monde en 2026

Le rapport de cette année met l'accent sur les répercussions du changement climatique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles – des répercussions qui, jusqu'à présent, ont été largement méconnues, et des thèmes qui sont rarement mis en relation. La recherche primaire explore de nouveaux horizons. Elle a été menée à travers une enquête à grande échelle dans cinq pays, auprès de 5 000 participantes, ainsi que par le biais d'entretiens en face à face avec 139 filles et jeunes femmes dans ces mêmes cinq pays. Le rapport contient des descriptions vivantes et des analyses de première main des expériences vécues par les filles, ainsi que leurs propositions pour le changement. Des recherches complémentaires ont été menées à travers l'analyse de données secondaires portant sur 52 pays à travers le monde.

 **5 000**
participantes à l'étude de la recherche primaire

 **139**
entretiens en face à face

 **52**
pays dans l'analyse de données secondaires



⚠ **Avertissement concernant le contenu :** certaines expériences décrites par les participantes à cette étude font référence à des cas de violences physiques et sexuelles, ainsi qu'à d'autres thèmes sensibles et susceptibles de provoquer une vive émotion. Veuillez lire ce texte avec attention et à votre entière discrétion.

Avertissement :

Les prénoms des filles et des adolescentes citées dans ce rapport ont été modifiés afin de préserver leur anonymat. Les photos utilisées dans ce rapport ne représentent pas les participantes à l'étude.

Résumé exécutif

Cette année, le rapport de Plan International met en lumière les conséquences du changement climatique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles et des jeunes femmes. Fondé sur leurs expériences et leurs témoignages, il montre comment les phénomènes climatiques extrêmes peuvent entraver l'accès à la contraception, accroître l'exposition aux violences sexuelles et favoriser les mariages précoces¹ ainsi que les grossesses non désirées.

Cette recherche de terrain repose sur une enquête menée auprès de 5 000 filles et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans dans cinq pays : le Bangladesh, le Kenya, le Pérou, le Sénégal et le Zimbabwe. Elle s'appuie également sur 139 entretiens individuels réalisés dans ces mêmes pays.

Le rapport analyse comment les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur bouleversent durablement leur quotidien. En fragilisant les systèmes de santé, en aggravant la précarité des familles et en affaiblissant les dispositifs de protection, ces événements restreignent leurs perspectives d'avenir et compromettent l'exercice de leurs droits.



Si nous choisissons des groupes de jeunes leaders, ils pourront se consacrer à un seul objectif : apporter soutien et information aux adolescentes vivant dans les localités les plus reculées.”

Anahi, groupe de discussion des 15-19 ans, Pérou



Au Bangladesh, une famille se déplace en barque dans les eaux de crue. Le débordement des principaux fleuves a contraint des milliers de familles à quitter leur foyer. © Plan International

Résultats de la recherche

Neuf filles sur dix ont déclaré que les phénomènes climatiques^a exerçaient une pression considérable sur la survie, la santé et la stabilité de leur foyer.



Les résultats de cette recherche montrent à quel point la crise climatique compromet les droits et les choix des filles et des jeunes femmes en matière de santé sexuelle et reproductive.

La fermeture des écoles et des centres de santé, la réduction des perspectives d'avenir et les difficultés économiques croissantes des familles renforcent les inégalités de genre et favorisent le recours à des stratégies d'adaptation préjudiciables. Pour certaines filles contraintes d'abandonner l'école, le mariage peut ainsi apparaître comme la seule issue possible.

Dans le même temps, les services de santé sexuelle et reproductive, pourtant essentiels pour prévenir et atténuer ces conséquences, peinent à fonctionner et à garantir l'accès aux soins et à l'information.

Les filles et les jeunes femmes se retrouvent ainsi de plus en plus exposées aux mariages et unions précoces, aux violences sexuelles et aux grossesses non désirées.

^a Les filles et les jeunes femmes interrogées ont été invitées à identifier l'événement climatique le plus grave qu'elles avaient vécu. Les questions suivantes portaient sur les conséquences de cet événement. Elles pouvaient choisir parmi plusieurs types d'événements : vagues de chaleur, inondations, sécheresses, vagues de froid, tempêtes violentes, glissements de terrain, coulées de boue et feux de forêt.

 **Les inondations causent la plupart des dégâts aux infrastructures et aux voies d'accès**, bloquant les routes, détruisant des écoles et des dispensaires et rendant des habitations inhabitables.

 **En réduisant les revenus des familles, la sécheresse accentue la précarité des familles, souvent de manière durable dans le temps.** Face aux difficultés économiques, des familles peuvent recourir à des stratégies néfastes, comme le mariage d'enfants. Cette pratique conduit souvent à des grossesses non désirées et à des violences sexuelles.

 **Des inégalités aggravées : toutes les filles ne sont pas touchées de la même manière. Celles issues de groupes minoritaires sont deux fois plus susceptibles de rencontrer des difficultés pour accéder aux services**, près de trois fois plus susceptibles de déclarer une grossesse non désirée et plus de deux fois plus susceptibles de déclarer subir des pressions pour se marier ou tomber enceinte.

 **Les filles dont le parcours scolaire est interrompu ont deux fois plus de risques de se marier avant l'âge de 18 ans ou de connaître une grossesse non désirée.** Les résultats de notre analyse secondaire confirment l'effet protecteur de l'éducation : les taux de mariages précoces et de violences sexistes étaient plus faibles chez les filles et les jeunes femmes ayant un niveau d'études plus élevé.

“À l'école, les filles apprennent à connaître leurs droits, à se protéger et à comprendre pourquoi il est important de lutter contre le mariage précoce. Malheureusement, celles qui ne vont pas à l'école n'ont pas accès à ces informations essentielles pour leur protection.”

Faith, 17 ans, Kenya

Les vagues de chaleur extrême, les inondations et la sécheresse figurent parmi les phénomènes climatiques les plus dévastateurs pour les filles. En fragilisant les services essentiels, les infrastructures et les communautés, ils bouleversent leur quotidien et compromettent leur santé ainsi que leurs droits sexuels et reproductifs.

76 %

des filles et des jeunes femmes ont déclaré que, dans leur communauté, un nombre croissant de filles et de jeunes femmes avaient des difficultés à accéder à au moins un service de santé sexuelle ou reproductive, ce chiffre atteignant 84 % chez celles confrontées à la sécheresse. 68 % d'entre elles avaient elles-mêmes rencontré des difficultés.

24 %

des participantes ont indiqué que les filles et les jeunes femmes avaient des difficultés à accéder aux services de contraception, et 17 % avaient elles-mêmes rencontré ces difficultés.

49 %

des participantes (62 % parmi celles vivant dans des zones touchées par la sécheresse) ont constaté qu'un nombre croissant de filles et de jeunes femmes souffraient de problèmes de santé liés à la grossesse ou à des complications lors de l'accouchement. Plus de 20 % d'entre elles s'exprimaient d'après leur propre expérience.

28 %

des filles et des jeunes femmes ont constaté une augmentation des violences basées sur le genre.

24 %

des participantes ont déclaré que, dans leur communauté, de plus en plus de filles et de jeunes femmes avaient des difficultés à accéder aux services de prévention et d'intervention en matière de violences sexistes. 18,5 % ont déclaré avoir elles-mêmes vécu cette situation.

36 %

des adolescentes et des jeunes femmes ont constaté qu'un nombre croissant de filles se mariaient avant l'âge de 18 ans, et 11 % ont déclaré s'être elles-mêmes mariées suite à un événement climatique.

33 %

ont constaté une augmentation du nombre de grossesses non désirées au sein de leur communauté. 11 % des adolescentes et des jeunes femmes ont déclaré avoir elles-mêmes vécu une grossesse non désirée suite à un événement climatique.

Conclusion

Ces répercussions sur la vie des filles ne sont pas inévitables. Les **données disponibles mettent en évidence trois domaines clés** dans lesquels des investissements ciblés et durables contribueraient le plus à protéger leurs droits et leur avenir :

-  **Assurer la continuité de la scolarité des filles** malgré les crises climatiques, afin qu'elles continuent à bénéficier de l'éducation sexuelle complète (ESC), des connaissances sur leurs droits et des informations sur les services proposés par l'école.
-  Intensifier les efforts visant à **mettre fin aux mariages et unions précoces**, alors que les pressions économiques et climatiques contribuent à leur augmentation.
-  Considérer les filles vivant dans des contextes climatiques à haut risque comme une population à part entière qui a besoin de **programmes holistiques de grande qualité**, tenant compte de leurs besoins en matière de santé sexuelle et reproductive et conçus pour produire des résultats durables.

La recherche montre que la protection des besoins des filles en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que la préservation de leur scolarité lors d'événements climatiques, permettront également de les protéger contre les autres préjudices liés aux mariages et unions précoces, aux grossesses non désirées et aux violences sexistes. Tous ces phénomènes, nous indiquent-elles, sont en augmentation à mesure que la crise climatique s'aggrave.



Au Kenya, une fille récupère les quelques effets personnels qui lui restent après la destruction de sa maison par les inondations. © Plan International

Appels à l'action

Cette recherche débouche sur des propositions concrètes, formulées par les filles et les jeunes femmes elles-mêmes, qui permettraient de protéger leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs et de les mettre à l'abri de certains des effets néfastes des risques climatiques. Il est indispensable de prévoir et de financer la prise en charge de leurs besoins en matière de santé, d'assurer le bon fonctionnement des services, de leur garantir un accès ininterrompu à l'éducation et de consolider la survie économique de leurs familles.



“ Quand les choses se compliquent, nous faisons preuve de solidarité entre filles, nous nous entraïdons, nous nous protégeons et nous discutons des moyens de surmonter nos difficultés.” Huguette, 23 ans, Sénégal

-  **Veiller à ce que des fonds soient réservés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs** dans le cadre de toute intervention d'urgence face aux crises climatiques : allouer une partie des financements disponibles aux organisations locales dirigées par des filles, en ciblant tout particulièrement celles situées dans des zones à haut risque climatique.
-  **Maintenir l'accès aux informations et aux services liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans le cadre des interventions d'urgence** : inclure les contraceptifs et les produits d'hygiène menstruelle dans les aides d'urgence et apporter un soutien ciblé et intégré lorsque les filles et les jeunes femmes sont confrontées à des violences ou à des pressions pour se marier.
-  **Permettre aux filles de rester à l'école et de bénéficier d'un apprentissage ininterrompu** : les filles reconnaissent qu'un accès continu à une éducation sûre et de qualité, y compris une éducation sexuelle complète, avant, pendant et après les crises climatiques, est essentiel pour protéger leurs droits et leur avenir. Les filles les plus exposées au risque de décrochage scolaire doivent être identifiées et soutenues.
-  **Éliminer les facteurs économiques à l'origine des mariages d'enfants, des grossesses non désirées et de l'exploitation sexuelle** : à mesure que les crises climatiques et économiques aggravent la pauvreté des familles, elles font grimper le taux de mariages et d'unions précoces, d'exploitation sexuelle, de grossesses non désirées et d'abandon scolaire. Dans les zones les plus durement touchées, les gouvernements doivent prévoir des mesures pour soutenir l'approvisionnement alimentaire, les moyens de subsistance et les infrastructures des familles soumises à des pressions économiques.
-  **Impliquer les adolescentes et les jeunes femmes dans les décisions qui ont une incidence sur leur vie** : les filles réclament un soutien financier et concret pour les initiatives menées par les jeunes en matière de préparation aux situations de crise. Il ne faut laisser personne de côté : celles qui vivent dans les zones les plus exposées aux risques climatiques, les adolescentes issues de minorités et de communautés autochtones, les filles en situation de handicap, les filles déplacées ou migrantes, celles qui vivent dans des régions isolées, ainsi que les filles mariées, en couple ou enceintes, doivent toutes être consultées et prises en compte.

Sommaire

2	Carte
4	Résumé exécutif
13	Introduction
17	Méthodologie
18	Ce que nous savons : tour d’horizon des recherches existantes
21	Risques climatiques et résultats en matière de SDSR : analyse des recherches secondaires
22	Ce que nous avons appris des filles et des jeunes femmes
26	Une crise qui s’étend : l’ampleur des dégâts
32	Une crise qui s’aggrave : l’effondrement des services de santé sexuelle et reproductive
34	Conclusions : ce que nous avons appris des filles et des jeunes femmes
37	Démanteler les mécanismes néfastes
38	Accès à la contraception
41	Violences sexistes et sexuelles : partout et tous les jours
46	Mariages et unions d’enfants
52	Grossesses non désirées
61	Trouver une solution : les filles disent ce qui doit être fait
67	Conclusion
70	Recommandations

Préface

Reena Ghelani
Directrice générale
Plan International



L’urgence climatique touche des millions de filles et de jeunes femmes à une échelle sans précédent. Elle conditionne leur vie quotidienne, limite leurs opportunités et leurs choix, et remet en cause leurs droits. Elles font partie des personnes les moins responsables de la crise climatique, mais elles sont trop souvent celles qui en subissent le plus lourd fardeau.

Les conclusions de ce rapport sont sans appel et mettent en lumière des opportunités bafouées, des droits niés et des avenirs compromis. Neuf filles et jeunes femmes interrogées sur dix ont indiqué que les phénomènes climatiques exerçaient une pression considérable sur la santé, la stabilité et la capacité de survie de leur foyer. Plus des trois quarts ont déclaré que les filles et les jeunes femmes de leur communauté avaient des difficultés à accéder aux services de santé sexuelle et reproductive. Elles ont également signalé une augmentation des mariages précoces, des grossesses non désirées et des cas de violence sexuelle. Ces répercussions ne sont pas des conséquences isolées. Elles sont interdépendantes et se renforcent mutuellement, créant des cycles de vulnérabilité qui peuvent durer toute une vie. Derrière chaque catastrophe climatique se cachent des histoires humaines. Ce rapport vise à les mettre en lumière et à amplifier les voix et les expériences des filles et des jeunes femmes avec lesquelles nous travaillons. Il témoigne de leur leadership, de leur détermination et de leur capacité d’action. Elles mettent en avant non seulement les défis auxquels elles sont confrontées, mais aussi les solutions qu’elles souhaitent voir se concrétiser, qu’elles contribuent à façonner et à mettre en œuvre. Elles comprennent ce dont elles et leurs communautés ont besoin et agissent déjà : elles se soutiennent mutuellement, militent pour le changement et renforcent leur résilience face à l’incertitude climatique croissante.

Aujourd’hui, leur message est plus urgent que jamais : le monde vient de connaître la décennie la plus chaude jamais enregistrée, et les scientifiques préviennent qu’un phénomène El Niño en formation risque d’aggraver les sécheresses, les inondations, les vagues de chaleur extrême et l’insécurité alimentaire dans de nombreuses régions déjà parmi les plus vulnérables aux crises climatiques. Les filles, les jeunes femmes et les communautés qui se sont à peine remises d’une crise sont de plus en plus souvent confrontées à une autre.

Leur message est on ne peut plus clair. Afin de changer les prévisions pour les filles et les jeunes femmes, il ne suffit pas de réagir aux catastrophes au fur et à mesure qu’elles se produisent. Garantir l’accès aux services de santé sexuelle et reproductive, préserver la continuité de la scolarité, mettre fin aux mariages d’enfants, précoces et forcés, prévenir les violences sexistes et investir dans le leadership des filles et des jeunes femmes ne sont pas des considérations secondaires. Ce sont des éléments essentiels.

Les filles et les jeunes femmes méritent mieux qu’un avenir menacé par une crise dont elles ne sont pas responsables. Elles méritent un avenir qu’elles puissent façonner elles-mêmes. Ce rapport est à la fois un appel à l’écoute et un appel à l’action.



Reena (à droite) écoute les histoires des filles au Soudan. © Plan International /Abdelazim Yousif

Avant-propos

Karen, 23 ans, originaire du Pérou, a vécu directement les conséquences de la crise climatique. Militante, elle s'est engagée en faveur d'une éducation sexuelle complète dans son pays et travaille actuellement auprès de victimes de violences sexistes.

Ayant grandi à Pucallpa, en Amazonie péruvienne, la saison des pluies fait « tout simplement partie de la vie ». Je me souviens qu'à sept ou huit ans, je devais enfiler des sacs en plastique autour de mes pieds et les nouer à mes chevilles pour aller à l'école. À chaque forte pluie, la rue entre ma maison et l'arrêt de moto-taxi était inondée. Mon père me portait s'il le pouvait avant de partir travailler. Quand il ne le pouvait pas, mon frère et moi marchions seuls, en essayant de ne pas arriver complètement trempés. Mon

lycée a aussi été inondé. Les pupitres étaient remplis d'eau et les cours ont été annulés. Une camarade de classe a manqué plusieurs semaines d'école après que la maison de sa famille a été inondée, et a passé ce temps à aider sa mère à vendre ce qu'elles pouvaient pour s'en sortir. Une autre redoutait les annulations de cours, car rentrer chez elle signifiait vivre avec un père violent. Pour elle, la salle de classe était l'endroit le plus sûr qui soit. Même à cette époque, j'avais remarqué à quel point les membres de ma communauté comptaient les uns sur les autres. Pendant les semaines les plus difficiles, les voisins organisaient des « ollas comunes » pour que les familles aient de quoi manger. Cette solidarité est bien réelle, mais elle montre aussi à quel point les communautés sont souvent laissées à elles-mêmes pour faire face là où l'État ne le fait pas. Le Pérou se prépare actuellement à un nouveau phénomène El Niño de forte intensité, dont le pic devrait être atteint entre fin 2026 et début 2027. De nombreuses filles

verront leur scolarité perturbée, seront contraintes de se déplacer et seront davantage exposées à la violence et aux grossesses non désirées. Parallèlement, le Pérou vient d'adopter une nouvelle loi affaiblissant l'éducation complète à la sexualité, ce qui ne peut que renforcer cette vulnérabilité. En lisant ce rapport, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à la manière dont ces réalités se recoupent. Il montre que les crises climatiques, les menaces qui pèsent sur les services de santé reproductive et la violence sexuelle ne sont pas des crises distinctes. Elles se renforcent mutuellement, souvent de manière invisible. J'ai reconnu bon nombre de mes propres expériences dans ces pages. Aujourd'hui, je mets ces enseignements en pratique dans mon travail chez « Somos Amalia », où j'accompagne les victimes de violences sexistes, et chez « Por Mi Parque », où je m'occupe des questions liées à l'eau et à la préparation aux catastrophes à Lima. J'espère que ce rapport aidera d'autres personnes à percevoir elles aussi ces liens.



Pérou

Introduction

Le changement climatique entraîne des famines et des inondations et détruit les moyens de subsistance des familles. Il accentue les mouvements migratoires et la violence, alors que les populations se disputent les terres et les ressources. Il aggrave les inégalités sociales et de genre, et met en péril des droits humains fondamentaux tels que le droit à l'alimentation, à l'eau, à la santé et à la protection contre la violence.² Son impact global est pratiquement incalculable. Mais il se mesure à l'aune de la faim et de la pauvreté.

Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë due à des phénomènes climatiques extrêmes a plus que triplé entre 2018 et 2024, passant de 28,8 millions à 96,1 millions.³

Entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes considérés comme hautement vulnérables au changement climatique.⁴ De plus, les conflits mondiaux aggravent les pénuries alimentaires et entraînent une hausse des prix moyens : les plus pauvres se retrouvent ainsi plongés dans une lutte pour la survie de plus en plus acharnée.⁵

Dans ce contexte, les droits et les besoins des adolescentes et des jeunes femmes, bien que fortement affectés, sont à peine pris en compte. Leur âge et leur genre les rendent particulièrement vulnérables. Le rapport « La situation des filles dans le monde en 2026 » se concentre sur l'impact, rarement étudié, du changement climatique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) des adolescentes et des jeunes femmes, et examine également ses répercussions sur la violence sexuelle.

Vue aérienne d'une communauté inondée au Kenya. © Plan International

Introduction

L'accès à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive est essentiel pour permettre aux adolescentes et aux jeunes femmes de vivre en bonne santé, en sécurité et de faire leurs propres choix. Il leur donne les moyens de poursuivre leurs études, d'accéder à l'emploi et de décider librement si, quand et avec qui se marier, ainsi que si et quand avoir un enfant. Aujourd'hui, ces droits fondamentaux sont de plus en plus menacés. La réduction des financements, la montée des politiques qui remettent en cause les droits sexuels et reproductifs et l'aggravation de la crise climatique se conjuguent pour restreindre l'accès aux services essentiels, compromettre l'autonomie des filles et des jeunes femmes et mettre leur santé, voire leur vie, en danger. Ce recul est mondial, l'ONU Femmes le décrit comme « **une offensive de plus en plus organisée contre l'égalité de genre et une régression des droits des femmes** ». Partout, les lois sont remaniées pour restreindre les libertés des femmes, faire taire leurs voix et permettre les abus en toute impunité. Les cadres juridiques discriminatoires, les normes sociales, les écarts entre la loi et sa mise en œuvre, les systèmes judiciaires traditionnels indépendants de l'État et les situations de conflit freinent les progrès en faveur des droits des femmes et des filles.⁶ Dans le même temps, les politiques régressives reculent et l'aide publique au développement (APD) diminue également.

.....
En 2025, l'aide internationale a reculé de 23 %, ce qui représente la plus forte baisse annuelle de l'histoire de l'APD.^{7, 8}
.....

En raison de ces coupes dans l'aide, la Fédération internationale pour la planification familiale a signalé qu'en 2025, le gouvernement américain refusait de fournir à cinq pays africains plus de 9,7 millions de dollars de contraceptifs.⁹



Une étudiante malvoyante originaire du Sénégal accompagne d'autres jeunes filles en situation de handicap. © Plan International

L'étude de Plan International, qui vise à la fois à comprendre les liens entre le changement climatique et la SDSR et à identifier des solutions aux défis auxquels sont confrontées les filles, s'appuie sur les expériences et les opinions de filles et de jeunes femmes issues de cinq pays. Il apparaît clairement que ce sont les plus vulnérables qui sont les plus durement touchées : les filles issues de groupes minoritaires, celles en situation de handicap et celles vivant dans des zones reculées et rurales. Ces groupes marginalisés comptent parmi ceux qui contribuent le moins au changement climatique, mais en subissent les conséquences les plus lourdes. La multiplication des tempêtes, des inondations et des sécheresses accentue les inégalités déjà profondément ancrées, tant entre les pays qu'au sein des communautés, avec des conséquences dévastatrices.

Les conséquences de la crise climatique sur les adolescentes et les jeunes femmes passent souvent inaperçues. Mais pas pour celles qui les subissent. Tout au long de cette étude, elles décrivent avec force détails comment les phénomènes climatiques affectent leur vie et limitent leurs perspectives : leurs espoirs et leurs rêves s'amenuisent à mesure que les écoles ferment et que le mariage précoce et les grossesses non désirées deviennent la norme.¹⁰ Les revenus des familles diminuent, les services de santé deviennent inaccessibles et les systèmes de protection communautaires s'effritent. Les filles voient leurs choix se réduire tandis que la peur et la violence s'intensifient :

“
Les inondations accentuent le risque en raison de la perte d'espace privé, du manque de protection, des déplacements de population et de l'effondrement des mécanismes de surveillance liés au stress. Tout le monde est en mode survie.”
Huguette, 23 ans, Sénégal



Une fille fait la vaisselle dans les eaux de crue près de chez elle au Bangladesh. © Plan International

La situation des filles dans le monde en 2026

Les liens entre les phénomènes climatiques, les mariages et les unions précoces, la violence sexuelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs sont complexes et multiformes :



Les vagues de chaleur, les inondations, les sécheresses et les tempêtes compromettent la sécurité alimentaire et les systèmes de santé, perturbent l'éducation et les systèmes de protection sociale, et mettent les ménages à rude épreuve. Les filles et les jeunes femmes sont particulièrement touchées, car leur accès aux informations et aux services en matière de SDSR, ainsi que leur capacité à faire des choix en toute autonomie, sont particulièrement vulnérables à ces perturbations.



Les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent endommager les infrastructures sanitaires, perturber les chaînes d'approvisionnement en contraceptifs et en médicaments essentiels, et obliger à réaffecter des ressources sanitaires déjà limitées aux interventions d'urgence.



Au niveau des ménages, **les perturbations des revenus liées au climat** peuvent accroître le recours à des mécanismes d'adaptation néfastes, tels que les mariages et unions précoces, l'exploitation sexuelle en échange d'argent, de biens ou d'avantages, ainsi que le retrait des filles de l'école.



Le stress climatique est également associé à un risque accru de violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'aux déplacements de population ; ces deux phénomènes portent atteinte à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, créent un climat de peur et privent les filles et les jeunes femmes de leur capacité à faire leurs propres choix.

L'importance des services de santé sexuelle et reproductive va bien au-delà du bien-être physique. L'accès à l'information et aux soins, ou son absence, marquera de manière indélébile la vie des filles à mesure qu'elles atteignent l'adolescence. Comprendre son corps, gérer ses règles, éviter les grossesses non désirées, être capable de nouer des relations saines et se prémunir contre toute forme de contrainte, d'exploitation ou de coercition dans le cadre de relations sexuelles : autant d'éléments essentiels pour ouvrir des perspectives et permettre un véritable choix. Toutes ces compétences dépendent des circonstances et de la disponibilité d'un soutien, de conseils et de ressources de la part des familles, des communautés et des pouvoirs publics. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les changements environnementaux à long terme perturbent les soins de santé, l'éducation et les moyens de subsistance, réduisant ainsi l'accès à la contraception et à d'autres services essentiels tout en augmentant les risques de mariages et d'unions précoces, de violences sexistes, de grossesses non désirées et d'exploitation.

“ **Partout, les femmes et les filles sont confrontées aux menaces les plus graves et aux préjudices les plus profonds. Partout, elles agissent pour faire face aux crises climatiques et environnementales. Et partout, elles continuent d'être largement exclues des instances où se prennent les décisions.**” António Guterres, secrétaire général de l'ONU

Malgré des préoccupations croissantes, le changement climatique et la santé et les droits sexuels et reproductifs sont souvent traités comme des questions distinctes. Peu d'études se sont penchées sur les liens qui les unissent, et ce rapport vise à remédier à cette situation. Nous y examinons comment les crises climatiques affectent quatre enjeux clés : **l'accès à la contraception, la violence sexuelle, les mariages et unions précoces, ainsi que les grossesses non désirées**. Les filles et les jeunes femmes ayant participé à l'enquête et aux entretiens ne manquent pas d'idées. Elles savent à quel point la santé et les droits sexuels et reproductifs sont importants pour leur avenir, et elles savent aussi ce dont elles ont besoin aujourd'hui.

Les filles du groupe « Girls Peru » lors d'une activité visant à cartographier les risques dans leur communauté © Plan International

Méthodologie¹



Enquête menée au Bangladesh, Pérou, Kenya, Sénégal et Zimbabwe

Le questionnaire comptait 21 questions fermées ; la plupart d'entre elles permettaient aux participantes de sélectionner des réponses multiples. Les questions étaient structurées autour de cinq domaines :

1. Questions de sélection pour déterminer l'éligibilité (lieu de résidence, expérience en matière de phénomènes climatiques) ;
2. Démographie (âge, groupe minoritaire, revenus etc.) ;
3. Impacts climatiques généraux ;
4. Impacts climatiques sur la SDR ;
5. Solutions et voix des jeunes.

Le questionnaire a été traduit en plusieurs langues et 5 000 questionnaires, soit 1 000 par pays, ont été remplis.



Entretiens qualitatifs et groupes de discussion menés dans ces mêmes cinq pays

Des entretiens individuels approfondis ont été menés auprès de 54 adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans, et 10 groupes de discussion réunissant au total 85 participantes ont été organisés avec des adolescentes et des femmes de la même tranche d'âge.^b

Les entretiens et les groupes de discussion ont été menés dans des zones touchées par les changements climatiques dans chacun des pays étudiés.^c

Les entretiens qualitatifs et les groupes de discussion ont permis aux chercheurs d'aller au-delà des tendances statistiques mises en évidence par les données de l'enquête, afin d'explorer les expériences vécues et les points de vue des filles, à travers leurs propres mots.

Analyse des données secondaires

Afin d'étudier la relation entre les phénomènes climatiques et les résultats en matière de SDR à l'aide d'une analyse quantitative à grande échelle, nous avons utilisé les données existantes issues des enquêtes démographiques et sanitaires ainsi que des ensembles de données climatiques provenant de 52 pays et de plus de 460 régions infranationales, couvrant une période de trois décennies (1990-2019).



Éthique et protection

L'autorisation éthique a été délivrée par le Comité d'éthique de la recherche de l'ODI Global, un groupe de réflexion sur les affaires internationales basé au Royaume-Uni. Des autorisations éthiques ont également été obtenues au Kenya et au Sénégal.¹¹ Une évaluation complète des risques en matière de protection a été menée en collaboration avec le personnel des bureaux nationaux afin d'identifier les risques potentiels et les mesures d'atténuation pour toutes les méthodes de collecte de données. Pour la collecte des données de l'enquête, les prestataires ont dû signer un code de conduite confirmant qu'ils respecteraient la politique mondiale de protection de Plan International. Le consentement a été obtenu auprès de toutes les participantes ainsi qu'auprès des parents ou tuteurs des participantes âgées de 15 à 17 ans ; il en a été de même pour les entretiens et les groupes de discussion. Toutes les participantes ont été informées qu'elles pouvaient se retirer à tout moment. L'anonymat et la confidentialité ont été garantis tout au long du processus de collecte, d'analyse et de rédaction des données, et une sécurité rigoureuse des données a été assurée.



^b Les groupes de discussion ont été divisés par âge dans chaque pays : l'un avec les 15-19 ans, l'autre avec les 20-24 ans.

^c Sunamganj au Bangladesh, Piura au Pérou, Dukana au Kenya, Saint-Louis au Sénégal et Mutare, Chiredzi et Mutoko au Zimbabwe

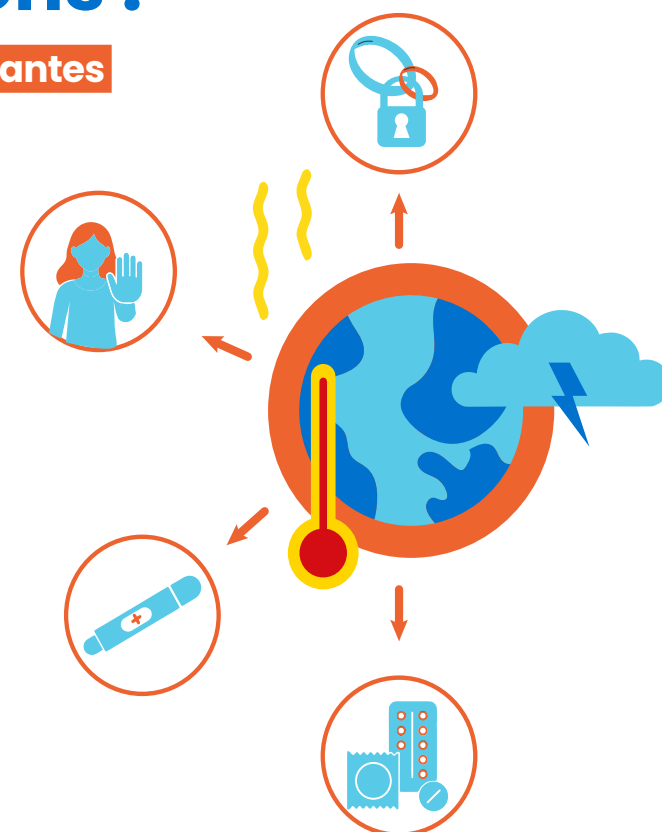
Ce que nous savons :

Tour d'horizon des recherches existantes

Il ressort de notre analyse de la littérature disponible que l'accès à la contraception, ainsi que les niveaux de violence sexuelle, de mariages et d'unions précoces et de grossesses non désirées, sont tous affectés par la crise climatique et que ces quatre éléments sont étroitement liés.

À l'échelle mondiale, environ 11,5 millions de femmes sont déjà privées d'accès à la contraception en raison du changement climatique, et selon les projections, ce chiffre devrait atteindre 14 millions à mesure que les risques climatiques s'intensifient.¹²

Comme le montrent les recherches secondaires existantes, l'accès à la contraception est considérablement entravé lors des crises climatiques. Les dégâts causés aux infrastructures rendent les routes impraticables. Les bâtiments et les ponts sont détruits. Même lorsque les cliniques restent ouvertes, il est pratiquement impossible pour le personnel, les patientes ou les fournitures de s'y rendre. Tous ces facteurs se combinent pour restreindre l'accès à toutes les formes de contraception, ce qui entraîne un risque accru de grossesses non désirées.¹³ Pour aggraver encore la situation, les urgences et les déplacements de population liés au climat provoquent régulièrement une recrudescence des violences sexuelles et sexistes en raison de l'effondrement des systèmes alimentaires, des dispositifs de protection et des autorités chargées de faire respecter la loi.¹⁴ Par conséquent, le risque de grossesse à la suite d'une agression sexuelle augmente considérablement et est aggravé par l'indisponibilité de la contraception orale d'urgence. L'aggravation de la pauvreté des familles, les déplacements de population et l'insécurité générale entravent également l'accès à la contraception, alors même que le besoin s'en fait le plus sentir.



La violence sexuelle est déjà un fléau mondial : une femme sur trois a subi des violences physiques et/ou sexuelles au moins une fois au cours de sa vie.¹⁵ Cette violence a des conséquences profondes. Parmi celles-ci figurent un risque accru d'infection par le VIH et de grossesses non désirées, ainsi que d'autres blessures physiques, des traumatismes psychologiques et des séquelles sociales et économiques à long terme. Les crises climatiques exacerbent les inégalités de genre existantes tout en aggravant les difficultés économiques, l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale. Ces conditions favorisent la violence tout en perturbant les systèmes de protection destinés à soutenir les victimes.

À mesure que les phénomènes climatiques s'intensifient, les adolescentes et les jeunes femmes sont davantage exposées à la violence sexuelle, qu'elle soit le fait d'inconnus, de leur entourage familial ou de ceux-là mêmes qui sont censés les soutenir.

Risques accrus

Pour éviter les violences dans les refuges ou sur les lieux de distribution de l'aide, certaines femmes et filles restent chez elles, ce qui accroît leur vulnérabilité face aux inondations, aux tempêtes ou aux répliques.¹⁶

Les actes de coercition et de harcèlement sexuels commis par des travailleurs humanitaires, qui ont été largement documentés dans les zones de conflit et de catastrophe, causent non seulement un préjudice immédiat, mais dissuadent également les survivantes de recourir à l'aide humanitaire.¹⁷

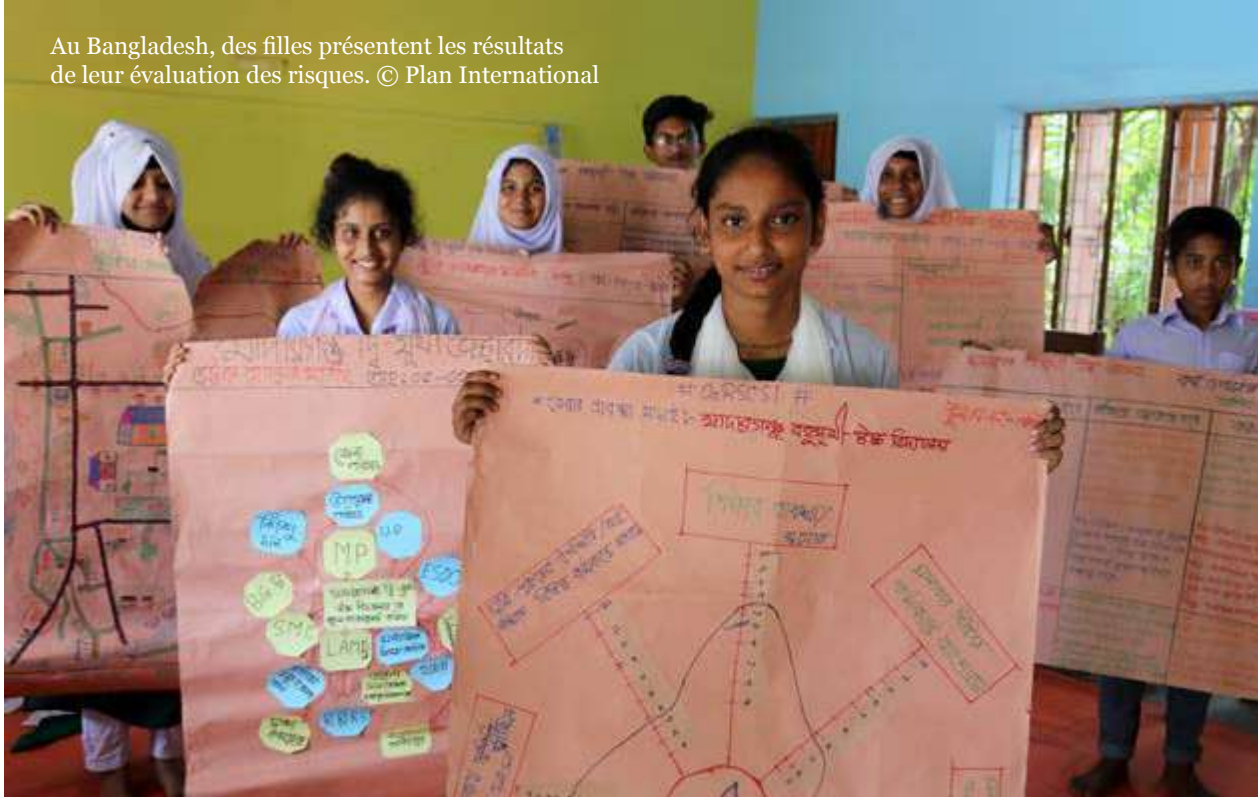
Des études ont également montré que les crises climatiques peuvent ébranler la perception qu'ont les hommes de leur rôle de soutien de famille et de protecteur.¹⁸ La violence devient alors un moyen de prouver sa masculinité après avoir échoué à protéger sa communauté et sa famille du danger.

Les déplacements de population accentuent encore davantage la vulnérabilité face à la violence.¹⁹

Pour les adolescentes, les déplacements liés aux catastrophes climatiques peuvent s'accompagner de fermetures d'écoles, les privant ainsi d'un lieu essentiel d'apprentissage et de protection. Elles se retrouvent alors davantage exposées aux risques d'exploitation sexuelle, de mariage précoce et de traite des êtres humains.

Dans plusieurs régions, des études récentes montrent un lien évident entre les crises climatiques et l'augmentation des mariages et unions précoces.²⁰ Les sécheresses prolongées et l'insécurité alimentaire et hydrique chronique érodent progressivement les moyens de subsistance et les biens dont dépendent les ménages, poussant les familles à prendre des mesures de plus en plus désespérées. Le mariage est souvent utilisé comme une solution à moyen ou long terme : réduire le nombre de bouches à nourrir, garantir le paiement de la dot ou transférer le fardeau perçu que représente l'avenir d'une fille à un autre ménage. Les recherches suggèrent également que les familles considèrent le mariage comme un moyen de protéger les filles contre le harcèlement, les agressions ou l'atteinte à leur réputation dans des abris temporaires ou au sein de communautés instables.²¹

À mesure que le nombre de mariages et d'unions précoces augmente, on observe également une hausse des grossesses non désirées, dont les conséquences perdurent toute la vie : les mariages et unions précoces placent les filles dans des situations où elles n'ont que peu de contrôle sur leur vie sexuelle ou leur fertilité. De nombreuses études établissent un lien entre le moment et l'intensité des catastrophes d'une part, et l'augmentation des taux de grossesse, des grossesses non désirées et des complications liées à la grossesse d'autre part, en particulier lorsque les interruptions des services et les défaillances des dispositifs de protection se conjuguent.²² Surtout, les crises climatiques ont tendance à accroître le nombre de grossesses non désirées chez les très jeunes filles, à la suite d'unions forcées ou d'épisodes de violence.²³ Pour les très jeunes adolescentes, qui sont exposées à des risques sanitaires accrus liés à la grossesse et se heurtent souvent à des obstacles importants pour accéder aux services de santé sexuelle et reproductive, les catastrophes climatiques sont particulièrement néfastes : une exposition accrue à la violence sexuelle, combinée à un accès perturbé, voire inexistant, à la contraception et à d'autres services essentiels en matière de SDR, les laisse aux prises avec le traumatisme de la violence, d'une grossesse non désirée et de l'accouchement.²⁴



Une fille se trouvant dans cette situation n'a pratiquement aucun moyen d'éviter une grossesse ou une infection par le VIH résultant d'un viol. Et ce sont précisément ces enfants pour qui la grossesse et l'accouchement sont les plus dangereux.

Les complications liées à la grossesse et les avortements pratiqués dans des conditions dangereuses constituent les principales causes de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans.²⁵

Les données examinées ici sont sans équivoque : **les crises climatiques compromettent systématiquement les conditions permettant aux adolescentes et aux jeunes femmes d'exercer leur libre arbitre en matière de sexualité et de reproduction.**

Qu'il s'agisse de l'accès à la contraception, de la violence sexuelle, des mariages et unions précoces ou des grossesses non désirées, les mêmes mécanismes sous-jacents se répètent : les systèmes de santé font défaut, l'économie des ménages s'effondre et les protections sociales et institutionnelles dont dépendent les filles se brisent simultanément. Il ne s'agit pas là de préjudices distincts, mais de préjudices étroitement liés, chacun amplifiant les autres.

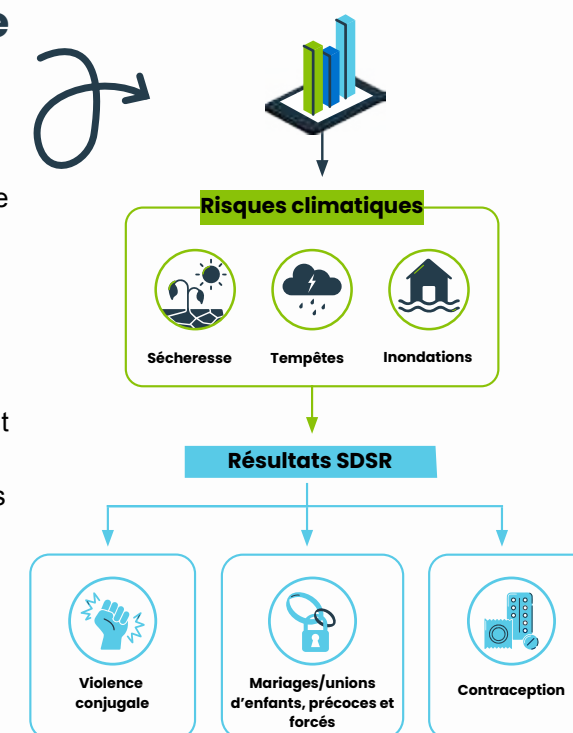
Surtout, le changement climatique n'introduit pas ces préjudices dans des communautés où ils étaient absents, mais il aggrave et étend les inégalités existantes, touchant plus durement les filles et les jeunes femmes des pays à revenu faible ou intermédiaire, dont l'accès aux services, à la protection et aux droits était déjà le plus précaire. Ni les plans nationaux d'adaptation, ni la maigreur des financements disponibles ne laissent entrevoir de changement : l'écart entre ce que montrent les données et ce qui est réellement prévu et mis en œuvre n'est pas une simple omission technique, mais plutôt une cécité discriminatoire. La santé et les droits sexuels et reproductifs restent largement absents des politiques climatiques, alors même que l'impact disproportionné de la crise climatique sur les femmes et les filles est de plus en plus reconnu.

Seuls 6 % des fonds consacrés à l'adaptation et 0,5 % des fonds multilatéraux pour le climat²⁶ soutiennent des initiatives liées à la santé. La santé reproductive des filles et leur droit de prendre des décisions concernant leur propre corps sont, parmi les priorités sanitaires, à peine évoqués.²⁷

Risques climatiques et résultats en matière de SDR :

Une analyse à grande échelle

Afin d'étudier à grande échelle la relation entre les phénomènes climatiques et les résultats en matière de SDR, Plan International a commandé une analyse secondaire portant sur les risques climatiques et les résultats en matière de SDR dans 52 pays et plus de 460 régions infranationales, en s'appuyant sur trois décennies (1990-2019) de données issues des Enquêtes démographiques et de santé, qui regroupent les données de près de 2,9 millions de femmes. L'analyse a examiné trois types de risques climatiques (sécheresse, inondations et tempêtes) par rapport à trois indicateurs de santé sexuelle et reproductive (les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés ; la violence conjugale et la contraception).



Conclusions

1. Les différents types de catastrophes climatiques ont des répercussions variables sur les résultats en matière de SDR. Les sécheresses prolongées, par exemple, entraînent une augmentation de la prévalence des mariages précoces chez les filles et les jeunes femmes,²⁸ surtout dans les zones rurales.

3. Plus les filles et les jeunes femmes restent à l'école, moins elles risquent d'être victimes d'un mariage ou d'une union précoce, ou encore de violences conjugales.

2. La sécheresse est associée à une utilisation accrue des moyens de contraception, les familles reportant leur projet d'avoir des enfants, tandis que l'impact des inondations et des tempêtes sur les mariages précoces et l'utilisation des moyens de contraception est marginal.

4. Le fait de vivre en milieu rural est systématiquement associé aux pires résultats, qui se traduisent par des taux plus élevés de mariages précoces et un recours moindre à la contraception.



En résumé

Les conclusions indiquent que les conséquences les plus graves de la sécheresse, des inondations et des tempêtes sur les résultats en matière de SDR sont liées à la sécheresse et aux pressions économiques qu'elle engendre. Ces conséquences se répercutent le plus durement sur les mariages précoces et le moment choisi pour avoir des enfants. **Maintenir les filles à l'école constitue la stratégie la plus efficace pour réduire ces conséquences et représente le levier le plus clairement à la portée des décideurs politiques.**

Ce que nous avons appris des filles et des jeunes femmes

Très peu de recherches ont été menées sur les liens entre les crises climatiques et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes et des jeunes femmes. Et encore moins ont impliqué les adolescentes et les jeunes femmes elles-mêmes.

Nous avons demandé aux adolescentes et aux jeunes femmes participant à cette étude de réfléchir aux répercussions générales du changement climatique sur elles-mêmes et leurs communautés et, plus précisément, aux répercussions, qu'elles aient constatées ou subies, sur l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et sur les choix qu'elles ont pu faire en période de crise climatique. Ont-elles constaté une augmentation des mariages et des unions précoces, de la violence sexuelle et des grossesses non désirées ? Si oui, pourquoi ? On leur a également demandé quelles étaient leurs idées pour faire évoluer les choses et leurs espoirs pour l'avenir.

Leurs réponses offrent un aperçu opportun et essentiel de la manière dont les phénomènes climatiques – canicules, inondations, sécheresses, tempêtes, vagues de froid extrême –, certains récurrents, d'autres s'étalant sur plusieurs années, façonnent la vie, la santé, la sécurité et les perspectives d'avenir des adolescentes et des jeunes femmes, dans des contextes très variés et de multiples façons. La diversité des phénomènes climatiques signalés par les adolescentes et les jeunes femmes engendre des risques variés selon les communautés : cela va des dégâts causés aux habitations et aux moyens de subsistance à la perturbation des services de santé, de l'éducation, de la sécurité et de la prise en charge. Il ressort très clairement de l'ensemble de cette étude que l'ampleur de ces dégâts est considérable et qu'elle bouleverse le cours de leur vie.

« Je ne peux pas oublier. »

Les participantes à cette étude avaient toutes été confrontées à diverses catastrophes climatiques, parmi lesquelles la canicule, les inondations et la sécheresse étaient les plus courantes. Ces événements avaient laissé de nombreuses filles traumatisées. Lorsqu'on a demandé aux filles et aux jeunes femmes quel était l'événement météorologique le plus marquant dont elles se souvenaient au Bangladesh, comme Afsana s'en souvient si vivement, elles ont cité les inondations de 2022.

“ L'eau s'est engouffrée vers 1 heure du matin, alors que nous dormions... mon bébé n'avait que 22 jours. Alors que nous essayions de partir avec le bébé, le niveau de l'eau ne cessait de monter. Finalement, j'ai dû nager en tenant mon bébé... Encore aujourd'hui, le simple souvenir de cette épreuve me fait trembler les mains, les pieds et tout le corps.”

Afsana, 24 ans, Bangladesh

Shahina a été traumatisée, elle aussi :

“ L'inondation de 2022 est celle dont je me souviens le plus dans ma vie, et je ne peux pas l'oublier... Dans notre région, deux enfants se sont noyés et ont perdu la vie dans l'eau.” Shahina, 19 ans, Bangladesh

Les inondations ont laissé certaines zones sous les eaux pendant près de 20 jours. Une autre inondation survenue en 2024, jugée moins grave, a tout de même entraîné la fermeture des écoles pendant un mois. Sayma, 22 ans, a également évoqué une inondation importante en 2025 : « **L'année dernière, deux membres de notre famille se sont noyés.** » Rupa, 15 ans, a fait remarquer que les inondations semblaient s'aggraver d'année en année.

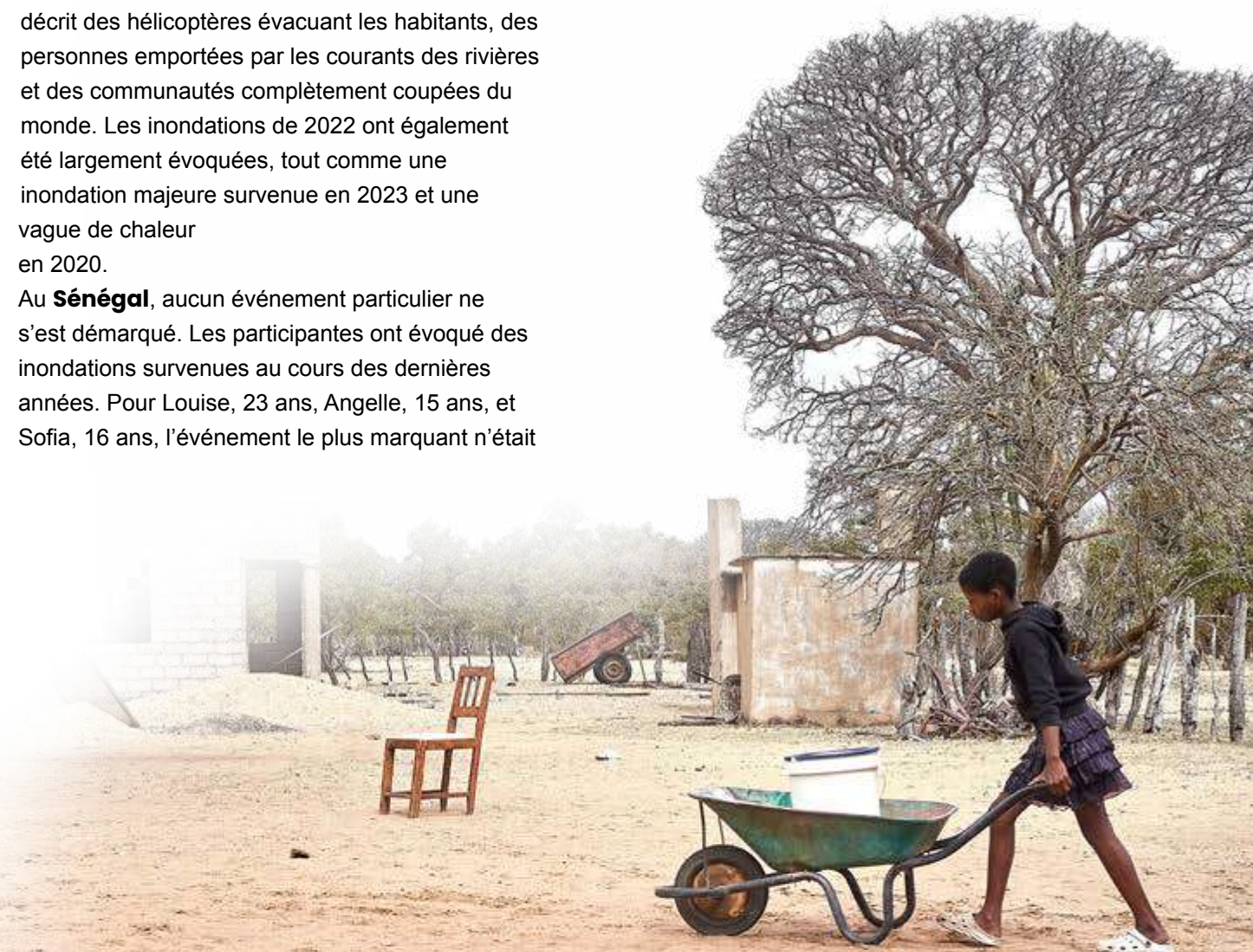
Au **Kenya** et au **Zimbabwe**, ce sont des sécheresses que les participantes ont décrites, s'étendant souvent sur plusieurs années. Chenai, 21 ans, originaire du Zimbabwe, se souvient que pendant la sécheresse de 2024-2025, « **nous n'avions ni récoltes, ni nourriture, ni eau.** »

Au **Pérou**, les participantes se sont souvenues des inondations liées à El Niño de 2017. Elles ont décrit des hélicoptères évacuant les habitants, des personnes emportées par les courants des rivières et des communautés complètement coupées du monde. Les inondations de 2022 ont également été largement évoquées, tout comme une inondation majeure survenue en 2023 et une vague de chaleur en 2020.

Au **Sénégal**, aucun événement particulier ne s'est démarqué. Les participantes ont évoqué des inondations survenues au cours des dernières années. Pour Louise, 23 ans, Angelle, 15 ans, et Sofia, 16 ans, l'événement le plus marquant n'était

pas un choc soudain, mais l'avancée progressive de la mer. Le Sénégal était le seul pays étudié où les participantes ont décrit les changements côtiers, plutôt qu'un événement ponctuel et soudain, comme le principal risque climatique.

Les risques climatiques dont elles parlent sont variés, mais ils contribuent tous à aggraver les problèmes liés à l'accès des filles à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à l'augmentation de la violence sexuelle, des grossesses non désirées et des mariages et unions précoces, comme l'examine cette étude : effondrement des systèmes de santé, aggravation des pressions économiques pesant sur les ménages et effondrement des mécanismes de protection sociale. Des communautés entières se retrouvent traumatisées.



Une fille rentre chez elle après être allée chercher de l'eau à un forage dans une région du Zimbabwe touchée par la sécheresse. © Plan International

Un programme prometteur : Mon corps, mon futur

Le programme Mon corps, mon futur, financé par Plan International Finlande, a mené des actions auprès de filles, d'adolescentes et de jeunes femmes, de parents, de tuteurs, de membres des communautés et de partenaires en Éthiopie, au Laos, au Mozambique, au Myanmar, en Ouganda et au Zimbabwe.



Le programme



Plus de
1 million de bénéficiaires
dans 6 pays

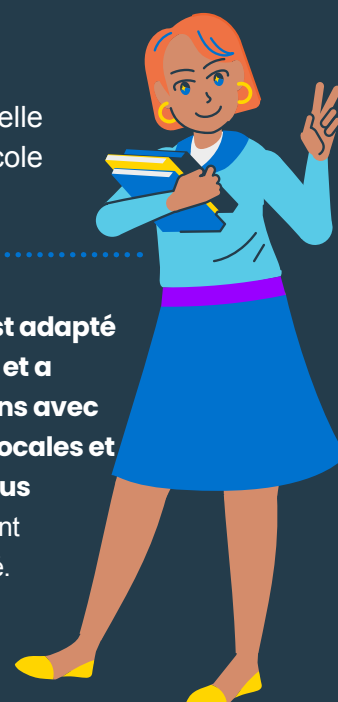
270 000
jeunes y participent
directement



Lutte
contre les obstacles qui
limitent l'accès des filles aux
informations et aux services
de SSR

Développe
une éducation sexuelle
complète, tant à l'école
qu'en dehors

Ce programme s'est adapté
aux réalités locales et a
co-créé des solutions avec
les communautés locales et
les personnes les plus
touchées, garantissant
pertinence et pérennité.

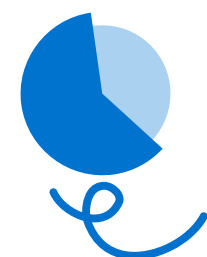


Ce programme peut être
adapté à différents pays
et communautés et est conçu
pour être efficace dans divers
environnements et contextes.

Résultats :



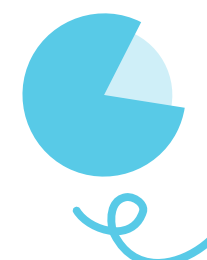
92 % des jeunes se sentent
capables de parler de sexualité
et de consentement avec
leur partenaire (contre 55 %
auparavant).



**61 % des enfants, des
adolescents et des jeunes ont
une attitude positive** et sont
davantage capables de remettre
en question les stéréotypes de
genre et les normes de genre
néfastes (contre 24 % auparavant).



**86 % des enseignants
disposent des connaissances
et des compétences
nécessaires** pour dispenser
une éducation sexuelle complète
inclusive et de qualité (contre 23 %
auparavant).



**80 % des adolescents
se sentent à l'aise pour
demander des conseils en
matière de SSR** à un ami, un
camarade ou un adulte en qui
ils ont confiance (contre 67 %
auparavant).



**76 % des 83 centres de santé
que nous avons soutenus
proposent désormais
des services de SSR de
haute qualité (contre 29 %
auparavant)** et 60 % des jeunes
déclarent avoir eu recours à ces
services au cours des 12 derniers
mois (contre 36 % auparavant).

fréquence croissante des crises climatiques, le
programme a pris les mesures suivantes :

- ✓ **Les programmes d'éducation sexuelle complète ont été adaptés** pour intégrer une dimension climatique, afin d'aider les jeunes à comprendre les risques liés au climat qui pèsent sur leur santé et leurs droits, et à s'y préparer.
- ✓ **"Mon corps, mon futur" a veillé à ce que les besoins en matière de SSR soient pris en compte dans les plans locaux de prévention des catastrophes et de lutte contre le changement climatique**, afin que l'accès aux soins et aux fournitures ne soit pas interrompu en cas d'urgence.
- ✓ Le programme a collaboré avec les familles et les communautés afin de garantir que, **lors de crises climatiques, l'éducation des filles et leurs SSR soient protégés plutôt que sacrifiés.**
- ✓ **Les jeunes ont été formés pour défendre le lien entre le climat et la SSR** ; ils ont participé à des forums sur la politique climatique et ont utilisé des plateformes numériques pour sensibiliser le public.

Le programme « Mon corps, mon futur », ancré dans la réalité quotidienne des jeunes et qui les considère comme des partenaires à part entière, illustre bien l'importance constante de la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans tous les contextes. Ce modèle de programme, à la fois flexible et durable, qui repose sur la collaboration avec les jeunes et privilégie l'engagement communautaire, se prête à un déploiement à l'échelle mondiale et offre une voie pour susciter le changement.



Au Zimbabwe, un ménage tire sa subsistance et ses revenus du maïs et de l'élevage.
© Plan International

Une crise qui s'étend : l'ampleur des dégâts

Les filles et les jeunes femmes ayant participé à l'enquête ont été interrogées sur les répercussions des phénomènes climatiques sur leur foyer et leur communauté. L'ampleur des bouleversements, qui se traduisent par des pertes humaines et la perte de moyens de subsistance, des difficultés en matière de santé physique et mentale, le manque de nourriture, l'interruption de la scolarité et les déplacements de population, est bouleversante.

Neuf filles sur dix ont déclaré que les phénomènes climatiques exerçaient une pression considérable sur la survie, la santé et la stabilité de leur foyer.

- ❗ Près de la moitié des filles et des jeunes femmes, soit 48 %, nous ont indiqué que les phénomènes climatiques avaient un impact sur la santé de leur foyer.
- ❗ 47 % ont signalé des pertes de récoltes ou de bétail.
- ❗ 39 % ont indiqué que leur famille avait moins à manger, et 38 % ont signalé un accès réduit à l'eau.
- ❗ Des dégâts aux infrastructures routières et aux ponts ont été signalés par 30 % d'entre elles, et 28 % ont fait état d'une baisse de l'emploi.
- ❗ Près d'un quart, soit 24 %, ont signalé des perturbations dans leur scolarité.

Sur la base de ces données, les filles issues de ces cinq pays nous expliquent que les phénomènes climatiques ne constituent pas de simples perturbations ponctuelles. Il s'agit de crises familiales qui s'accumulent. Elles plongent les familles dans le deuil de ce qu'elles perdent. Leur alimentation, leurs moyens de subsistance, leur capacité à se déplacer en toute sécurité, la possibilité pour les filles de poursuivre leur scolarité, ainsi que la santé et le soutien dont bénéficient les ménages sont profondément affectés.

Les répercussions des phénomènes climatiques sur les ménages sont généralisées, mais elles ne se font pas sentir de manière uniforme : ce sont souvent les ménages des filles et des jeunes femmes, déjà confrontées à l'exclusion, aux difficultés liées au milieu rural ou à la précarité des moyens de subsistance, qui sont les plus durement touchés.



Qui est le plus touché au niveau des ménages ?

Groupe	Ce qui ressort le plus	Différence essentielle
Les filles et les jeunes femmes issues de minorités	Pressions liées à l'alimentation et aux revenus	Elles sont environ deux fois plus nombreuses à signaler une diminution de leur accès à la nourriture (49 % contre 24 %) et une perte de revenus ou d'emploi (35 % contre 17 %).
Les filles et les jeunes femmes des zones rurales	Perte des récoltes et du bétail, et difficultés d'accès à la nourriture	Elles sont plus de deux fois plus nombreuses à signaler des pertes de récoltes ou de bétail (67 % contre 30 %) et environ deux fois plus nombreuses à signaler un accès réduit à la nourriture (54,5 % contre 27 %).
Ménages dépendant de l'agriculture	Perte des récoltes et du bétail	Ils sont environ deux fois plus susceptibles de signaler des pertes de récoltes ou de bétail (72 % contre 37 %).
Les filles et les jeunes femmes touchées par la sécheresse	Pénuries alimentaires et baisses de revenus	Elles sont plus de deux fois plus nombreuses à signaler une diminution de leur accès à la nourriture (75 % contre 34 %) et une perte de revenus ou d'emploi (53 % contre 24 %).
Les filles au Zimbabwe	Diminution des denrées alimentaires, des revenus, des récoltes et du bétail	Elles sont plus de deux fois plus nombreuses à signaler une diminution de leur accès à la nourriture (74 % contre 31 %) et une perte de revenus ou d'emploi (51 % contre 22 %).

La sécheresse menace les éléments essentiels à la survie des ménages :

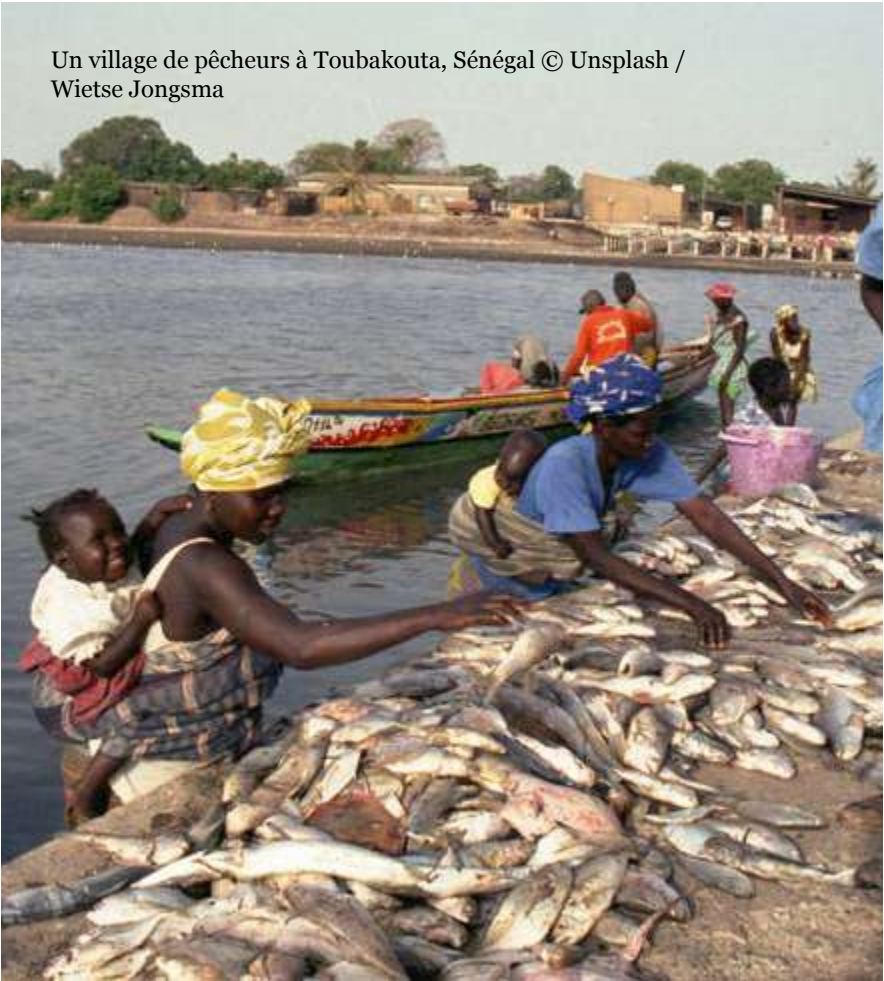
Le **Zimbabwe**, où la sécheresse a constitué le principal phénomène climatique pendant de nombreuses années, apparaît comme le pays le plus touché : 98 % des filles et des jeunes femmes ont signalé au moins un impact négatif sur leur foyer, contre 90 % dans l'ensemble des autres pays étudiés. Au-delà de leur propre foyer, les personnes interrogées constatent également les répercussions sur l'ensemble de la communauté. Tout le monde en souffre. Non seulement les moyens de subsistance et les besoins fondamentaux sont affectés, mais la santé et le bien-être le sont également. Près de la moitié des filles et des jeunes femmes, soit 49 %, ont constaté des répercussions sur la santé physique ou mentale au sein de leur communauté à la suite de cet événement climatique majeur.²⁹

“Il y a des problèmes sérieux...”

Une fois encore, les informations issues de l'enquête ont été corroborées par les descriptions saisissantes des personnes interrogées, qui ont évoqué des familles brisées, des communautés dévastées et des traumatismes personnels qui ont perduré bien après la fin de la crise. Les dégâts matériels ont été immédiats et généralisés. Maisons, écoles, hôpitaux, routes et centres communautaires ont été endommagés ou entièrement submergés en cas d'inondations. Au **Pérou**, où, selon les participantes, la plupart des habitations sont construites en adobe (briques de terre crue à base d'argile et de sable), les inondations se sont révélées particulièrement destructrices. Des abris de fortune faits de bâches en plastique sont devenus des logements temporaires pour les personnes déplacées, tandis que d'autres se sont entassées dans des abris d'urgence tels que des écoles. Le bétail a été emporté par les eaux ou est mort à cause de la chaleur et du manque d'eau. Comme l'a fait remarquer Isabela, 21 ans, originaire du Pérou : **« Les gens pleuraient parce qu'ils avaient tout perdu. »**



Au Pérou, une famille rentre chez elle après une tempête dévastatrice provoquée par El Niño. © Plan International



Un village de pêcheurs à Toubakouta, Sénégal © Unsplash / Wietse Jongsma

Au **Sénégal**, les familles de pêcheurs comptent parmi les plus touchées. L'érosion côtière a privé ces familles de leurs moyens de subsistance et poussé les hommes à partir à la recherche d'un emploi. Pendant la saison des pluies, les inondations sont si graves que parfois des communautés entières se réfugient chez des proches. L'eau stagnante constitue un risque sanitaire que les participantes ont directement associé à des maladies.

“ En hiver, je suis confrontée à de nombreux problèmes de santé à cause des inondations dans ma maison. L'eau envahit notre espace de vie.” Marie, 24 ans, Sénégal

La faim est signalée partout. Afsana, 24 ans, au Bangladesh : **« les gens ont réduit leurs achats pour le foyer et mangeaient moins, car il n'y avait ni revenus ni travail à cette époque »**. Les marchés ont fermé ou sont devenus inaccessibles. Là où les magasins restaient ouverts, les prix des denrées alimentaires, des produits de première nécessité, des bougies et de la recharge de téléphone ont grimpé en flèche. Au Kenya, les centres de santé ont vu leur capacité submergée par les cas de malnutrition.

L'éducation des filles a également souvent été victime de la crise climatique, pour diverses raisons : fermetures d'écoles, difficultés d'accès, besoin de la présence des filles à la maison, incapacité des familles à payer les frais de scolarité et conditions de vie difficiles rendant les études impossibles.

“ J'ai abandonné l'école à cause de nos conditions de vie difficiles : l'accès à l'eau était limité et il n'y avait pas d'électricité. Je ne pouvais pas réviser mes cours, et ma mère m'interdisait d'allumer des bougies de peur que je m'endorme avec.”

Penda, 24 ans, groupe de discussion, Sénégal

Derrière l'image d'une communauté dévastée se cachent des expériences individuelles de perte. Dans les cinq pays étudiés, les filles et les jeunes femmes qui ont participé à cette étude ont personnellement subi les événements catastrophiques qu'elles ont décrits, et le poids émotionnel de ces expériences transparaissait dans leurs témoignages. Au **Pérou**, la cousine de Valentina et ses deux neveux se sont noyés. D'autres, comme Faith et Grace, âgées respectivement de 17 et 15 ans, au **Kenya**, ont perdu leur bétail et donc leur sécurité financière, ce qui **« a affecté mon bien-être émotionnel »**. Angelle, 15 ans, au **Sénégal**, nous a confié : **« À cause des inondations, ma mère est retournée chez son père... Je me suis donc retrouvée à gérer le foyer dans un contexte très compliqué. »** Susana, 18 ans, au **Pérou**, s'est souvenue d'une inondation survenue pendant son enfance, au cours de laquelle **« pratiquement tout ce que nous avions acheté a été perdu »**. Les filles et les jeunes femmes ont également indiqué avoir accepté tous les emplois qu'elles pouvaient trouver pour aider à subvenir aux besoins de leur famille – souvent en se mettant elles-mêmes en danger – et des membres de leur famille ont parcouru de longues distances pour trouver du travail. Des familles se sont désunies.

Ce pont à Piura, au Pérou, s'est effondré à la suite de fortes pluies. © Plan International

L'entraide, c'est important

Les participantes ont également décrit l'aide qu'elles ont reçue, ou non, et la manière dont elles et leurs communautés ont tenté de faire face à la situation. La réponse la plus fréquente a été celle de l'entraide informelle. Au Bangladesh, les familles dont les maisons avaient un toit en béton ont accueilli 12 à 13 autres personnes sur leur toit pendant les inondations et, après la catastrophe, se sont entraînées pour reconstruire leurs habitations. Certaines filles et jeunes femmes ont indiqué que des ONG et des responsables locaux avaient également distribué des colis alimentaires, des médicaments et des serviettes hygiéniques. Maya, 17 ans, a évoqué l'aide distribuée par l'intermédiaire des responsables locaux et les écoles ouvertes en tant que refuges d'urgence. Mais l'aide officielle n'était pas généralisée et s'est souvent avérée insuffisante. Au **Sénégal** également, c'est la communauté qui s'est principalement mobilisée : l'imam, le chef local et le maire ont fourni des produits de première nécessité, de la nourriture et du sable pour limiter les inondations. Au **Pérou**, le soutien institutionnel était plus visible, même s'il pouvait également être réparti de manière inégale. Dans certaines régions, la municipalité a mené des campagnes d'aide. Des livraisons d'urgence par hélicoptère et des évacuations médicales ont permis d'atteindre certaines des communautés les plus touchées lors d'inondations graves. Certaines écoles ont proposé des séances d'accompagnement parental et ont continué à soutenir les filles enceintes, tandis que Plan International a fourni aux adolescentes des informations sur la SDSR ainsi qu'un accompagnement en matière de prévention des grossesses. Dans certaines communautés, les femmes se sont organisées collectivement pour gérer des cuisines collectives, « l'Olla Comun », afin de garantir que les familles qui n'avaient plus les moyens de se nourrir puissent manger. Pour Susana, 18 ans, la participation à un espace communautaire lié au programme lui a apporté à la fois un soutien pratique et le sentiment de ne pas être seule.

Au **Zimbabwe**, les campagnes de sensibilisation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs et le mariage des enfants, menées par le gouvernement et des ONG, ont offert une certaine protection. Les filles ont décrit la distribution de kits de dignité (produits d'hygiène) et l'éducation sexuelle complète, dispensées par la Campaign for Female Education (CAMFED) et Plan International, comme un soutien qui les a aidées à rester scolarisées. Les dispositifs de signalement mis en place par l'intermédiaire des responsables locaux, des enseignants et des professionnels de santé ont aidé certaines filles à réagir face à la violence et aux abus. Au **Kenya**, des réseaux communautaires et des groupes de femmes ont assuré un partage de nourriture et un soutien moral, tandis qu'un groupe de travail technique sur l'égalité de genre et la protection de l'enfance est intervenu lors d'événements climatiques.

“ J'ai eu l'occasion d'échanger avec de nombreuses filles, d'apprendre à les connaître... Sortir de notre environnement et de la situation que nous traversons, et pouvoir vivre ces expériences nous aide, d'une manière ou d'une autre, à nous sentir mieux et à mieux interagir avec les autres.”

Susana, 18 ans, Pérou

Pour les organismes extérieurs, il est essentiel de collaborer avec différents groupes communautaires et de soutenir leurs efforts et leurs priorités : quelle que soit l'origine de l'aide, ceux qui l'apportent doivent être à l'écoute des besoins locaux et disposer de l'expertise et de l'expérience nécessaires. Il n'existe pas de solution unique. En matière de soutien émotionnel, les filles de tous les pays se sont d'abord tournées vers leurs proches : mères et pères, frères et sœurs, partenaires, famille élargie, amis, et parfois enseignants et animateurs communautaires. La foi et la prière ont été pour certaines une source de réconfort, les chefs religieux et les communautés religieuses jouant un rôle actif au Zimbabwe, au Sénégal et au Kenya.

Au **Sénégal**, les filles et les jeunes femmes ont placé la famille au premier plan, citant leurs mères, leurs tantes, leurs sœurs aînées et leurs voisines, puis les « Badienou Gokh », des marraines de la communauté qui apportent conseils, soutien et orientation en matière de violences sexistes et de santé maternelle.³⁰

“ Quand le stress ou les soucis deviennent trop lourds à porter, je remarque que les femmes se tournent vers leurs proches ou vers les Badienou Gokh. Elles ne jugent pas et donnent des conseils.”

Huguette, 23 ans, Sénégal

Au **Bangladesh**, les associations de femmes et de jeunes, les voisins de confiance et les aînés de la famille ont apporté un soutien émotionnel. Au **Pérou**, les séances sur la parentalité organisées à l'école et l'intervention des psychologues dans les centres de santé ont été jugées extrêmement utiles.

“ Elles viennent ici consulter une psychologue. Je l'ai fait moi aussi. Beaucoup d'adolescentes ont constaté que la psychologue et les femmes médecins les écoutaient et nous aidaient également.”

Susana, 18 ans, Pérou



Une fille participe à des séances de soutien en groupe destinées aux victimes des inondations, au Pérou. © Plan International

Dans les situations où aucune de ces aides n'était disponible, certaines femmes se contentaient de garder leurs problèmes pour elles. Tahira, 23 ans, du Bangladesh, a fait remarquer que pour certaines, la pression devenait insupportable : « **Pour réduire leur stress psychologique, beaucoup se suicident.** »

Dans l'ensemble, les gens ont fait preuve d'une résilience remarquable. Outre le soutien émotionnel, les communautés ont manifesté une forte solidarité concrète. La préparation collective des repas, le partage des articles ménagers, l'accueil de familles déplacées et la mise en commun des prêts sont autant de réponses collectives à la crise qui ont émergé.

Mais derrière cette solidarité se cache également une réalité plus sombre. Le désespoir économique a poussé les filles à adopter des stratégies d'adaptation plus néfastes. Au **Bangladesh**, au **Kenya**, au **Pérou** et au **Zimbabwe**, l'effondrement des revenus, la fermeture des écoles et la perte du soutien familial ont contraint les filles à des mariages ou des unions précoces parfois décidées par leurs parents, parfois considérées comme un moyen d'assurer leur sécurité ou de se procurer de la nourriture.

“Elles ne sont pas vraiment en sécurité, au contraire, elles sont très vulnérables, des hommes les prennent pour cible à des fins sexuelles, profitant de leur désespoir face au manque de nourriture.”

Melo, 24 ans, Zimbabwe

L'exploitation sexuelle en échange de biens, d'argent ou d'avantages, ainsi que l'abandon scolaire pour exercer des emplois précaires ou informels dans des bars (où l'exploitation sexuelle est courante), dans l'exploitation forestière et sur les chantiers de construction ont été signalés dans de nombreux contextes comme des réactions à l'effondrement économique.

“Quand ma mère tombe malade et que je n'ai pas d'argent pour l'aider, je pars à la recherche de quelqu'un qui en a pour m'aider... Il te demande de faire une, deux, trois choses, et tu es obligée de faire six « tours » [c'est-à-dire d'avoir des rapports sexuels avec lui] pour qu'il te donne de l'argent.”

Deka, 19 ans, Kenya

Au **Pérou**, on a rapporté que des filles âgées d'à peine 14 ans travaillaient dans des bars, parfois envoyées là-bas par leurs parents.

Une crise qui s'aggrave : face à la défaillance des services de SSR, les risques se multiplient

En l'absence d'un soutien ciblé, la recherche montre clairement que les conséquences des inondations, de la sécheresse et des multiples phénomènes climatiques ont entraîné des répercussions négatives à long terme pour les ménages et les communautés : déplacements de population, baisse des revenus et infrastructures dévastées, ce qui a limité l'accès aux écoles, aux dispensaires et aux marchés, autant de facteurs qui ont eu des conséquences néfastes. Au milieu de cette situation chaotique, les familles, les communautés, et en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, ont dû faire face à la perte de services de santé essentiels. Alors que les dispensaires peinaient à fournir des soins, les filles et les jeunes femmes, de plus en plus exposées aux mariages ou unions précoces, aux violences sexuelles et aux grossesses non désirées, ont été confrontées à une crise qui s'aggravait. L'accès aux soins médicaux, aux fournitures, à l'information et au soutien est devenu de plus en plus difficile.

Plus des trois quarts des filles et des jeunes femmes ont déclaré avoir remarqué que, dans leur communauté, un nombre croissant de filles et de jeunes femmes rencontraient des difficultés pour accéder à au moins un service lié à la SDR, et plus des deux tiers d'entre elles avaient elles-mêmes rencontré ces difficultés.

Les résultats de l'enquête classent la santé menstruelle comme le principal problème d'accès signalé. Non seulement les produits sont difficiles à trouver, mais il en va de même pour l'eau, l'intimité et les installations sûres. L'information et l'éducation en matière de santé sexuelle, ainsi que l'accompagnement psychologique, occupent la deuxième place, devant les soins liés à la grossesse, le mariage et les unions précoces, les services de prévention et d'intervention en matière de violence sexuelle, ainsi que les services de contraception.

Ensemble, ces résultats montrent que ce qui manque le plus aux filles concerne avant tout la dignité et l'accès à l'information, qui leur permettent de rester résilientes, plutôt que des services cliniques spécifiques. Les filles et les jeunes femmes ont été interrogées non seulement sur l'impact perçu sur les filles de leur communauté, mais aussi sur leurs expériences personnelles en matière de santé sexuelle et reproductive. Près de la moitié d'entre elles ont déclaré avoir personnellement connu des problèmes de santé sexuelle et reproductive résultant directement de crises climatiques. La préoccupation la plus courante concernait la santé pendant la grossesse et l'accouchement. D'autres ont évoqué une diminution du soutien en matière de SDR, une pression accrue pour se marier et tomber enceinte, ainsi qu'une augmentation de l'anxiété.

20,5 %
des filles et des jeunes femmes
avaient personnellement connu
des problèmes de santé liés à la
grossesse ou à l'accouchement.

11 %
s'étaient mariées avant l'âge de
18 ans et 11 % avaient connu une
grossesse non désirée.

Les problèmes et les pressions varient en fonction de l'âge, de l'appartenance à un groupe minoritaire, des contraintes liées aux moyens de subsistance, de la nature du phénomène climatique et de la localisation géographique. Les filles issues de zones rurales, par exemple, étaient non seulement plus susceptibles d'éprouver des difficultés à accéder à au moins un service de santé sexuelle et reproductive, mais elles étaient également deux fois plus nombreuses à signaler des obstacles aux services de prévention et d'intervention contre le mariage précoce. Les filles issues de familles d'agriculteurs et de pêcheurs, dont

les revenus sont particulièrement mis à mal, font état de davantage de problèmes liés à la santé pendant la grossesse et à l'accouchement. Parallèlement, plus des trois quarts des filles s'identifiant comme appartenant à un groupe minoritaire signalent des difficultés accrues pour accéder à des services essentiels de SSR. Ces différences sont importantes car les risques liés au climat en matière de SDR ne se manifestent pas de la même manière partout. Les réponses doivent être adaptées aux pressions spécifiques que les filles et les jeunes femmes signalent dans chaque contexte.

“Les personnes en situation de handicap sont les plus touchées dans ce genre de situations. Les filles en situation de handicap, celles qui vivent en milieu rural, celles qui ne sont pas scolarisées et celles victimes de mariages précoces.”

Faith, 15 ans, Kenya



Des filles militent pour mettre fin à la précarité menstruelle au Zimbabwe.
© Plan International

Conclusions : ce que nous avons appris des filles et des jeunes femmes



L'ampleur du problème : les services de santé font défaut aux filles

76 % des filles et des jeunes femmes ont déclaré que davantage de filles et de jeunes femmes de leur communauté avaient des difficultés à accéder à au moins un service de santé. Ce chiffre atteint 84 % chez celles confrontées à la sécheresse. 68 % d'entre elles avaient elles-mêmes rencontré ces difficultés.



Les services essentiels s'effondrent en premier

- 50 % ont déclaré que davantage de filles et de jeunes femmes avaient des difficultés à se procurer des produits d'hygiène menstruelle ou à accéder à de l'eau propre pour gérer leurs règles.
- 37 % ont eu des difficultés à accéder à des informations, à une éducation ou à des conseils en matière de santé sexuelle.
- 24 % ont déclaré que davantage de filles et de jeunes femmes de leur communauté avaient des difficultés à accéder à des services de contraception. 17 % avaient elles-mêmes rencontré ces difficultés.



La violence sexuelle augmente lorsque les systèmes de protection échouent

- 28 % ont constaté une recrudescence de la violence à l'égard des filles et des femmes au sein de leur communauté.
- 24 % ont indiqué que davantage de filles et de jeunes femmes avaient des difficultés à accéder aux services de prévention et d'intervention après un événement météorologique. 18,5 % ont déclaré avoir vécu cette situation personnellement.
- 66 % des filles et des jeunes femmes ont déclaré que le fait que des filles s'engagent dans des relations en échange d'argent ou de biens de première nécessité avait entraîné une augmentation de la violence à l'égard des femmes et des filles.



Les conséquences s'accumulent

- 33 % ont constaté une augmentation du nombre de grossesses non désirées au sein de leur communauté. 11 % des filles et des jeunes femmes ont déclaré avoir elles-mêmes vécu une grossesse non désirée.
- 49 % ont constaté une augmentation des problèmes de santé liés à la grossesse ou à l'accouchement, notamment les fausses couches et les complications lors de l'accouchement. Plus de 20 % se sont exprimées à partir de leur expérience personnelle.
- 36 % ont indiqué que davantage de filles se mariaient avant l'âge de 18 ans, et 11 % nous ont confié s'être elles-mêmes mariées.



Porter le plus lourd fardeau

Les filles issues de communautés minoritaires avaient deux fois plus de difficultés à accéder aux services.

Que nous réserve demain ?

Les perspectives d'avenir sont préoccupantes. La majorité des personnes interrogées anticipent une détérioration de leur santé sexuelle et reproductive ainsi qu'un recul de leurs droits à mesure que les phénomènes climatiques s'intensifient. Les filles et les jeunes femmes redoutent ainsi que l'aggravation de la crise climatique ne fragilise encore davantage leur santé et leurs droits, déjà mis à rude épreuve.

81,5 % craignent que les futurs phénomènes climatiques n'aggravent au moins un des indicateurs relatifs à la SDR.

									
Bangladesh		Kenya		Pérou		Sénégal		Zimbabwe	
65,4 % Au moins une crainte		79,9 % Au moins une crainte		90,6 % Au moins une crainte		77,0 % Au moins une crainte		94,8 % Au moins une crainte	
3 principales craintes pour l'avenir :		3 principales craintes pour l'avenir :		3 principales craintes pour l'avenir :		3 principales craintes pour l'avenir :		3 principales craintes pour l'avenir :	
Soins liés à la grossesse et à l'accouchement	37,4 %	Grossesse non désirée	60,2 %	Grossesse non désirée	32,8 %	MUEPF	34,9 %	Grossesse non désirée	64 %
Produits menstruels	29,7 %	Produits menstruels	55,1 %	Contraception	30,0 %	Grossesse non désirée	33,6 %	Exploitation sexuelle	62,5 %
MUEPF	22,0 %	Éducation sexuelle	51,1 %	Soins liés à la grossesse et à l'accouchement	24,4 %	Soins liés à la grossesse et à l'accouchement	33,4 %	Violence sexuelle	62 %

Note : Les pourcentages indiquent la proportion de filles et de jeunes femmes dans chaque pays ayant sélectionné chaque crainte pour l'avenir. Chaque pays compte n = 1 000 personnes.

Démanteler les mécanismes néfastes

L'étude met en lumière les difficultés auxquelles sont confrontées les filles et les jeunes femmes, alors que le changement climatique fragilise leurs familles et leurs communautés. Mais comment expliquer l'ampleur de ses conséquences sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs ? Comprendre les mécanismes à l'œuvre est essentiel pour identifier les leviers d'action et apporter des réponses adaptées.

Quels facteurs expliquent les difficultés croissantes d'accès à la contraception, l'augmentation des violences sexistes et sexuelles, des mariages d'enfants et des grossesses non désirées ?

L'analyse met en évidence trois facteurs principaux : la dégradation des systèmes de santé, les pressions économiques qui pèsent sur les ménages et l'affaiblissement des dispositifs de protection sociale. La raréfaction des services essentiels et des ressources financières accentue les tensions et les violences, tandis que les communautés, fragilisées par les crises successives, doivent concentrer leurs efforts sur leur survie.

Ces difficultés s'inscrivent dans un contexte particulièrement préoccupant. Alors que les crises climatiques s'intensifient, les financements traditionnels consacrés au développement diminuent et certaines orientations politiques remettent en cause les avancées en matière d'égalité de genre et de droits des femmes.

Les filles et les jeunes femmes sont en première ligne face à ces crises, dont les conséquences sur leur santé, leurs droits et leur avenir risquent de se prolonger bien au-delà des catastrophes elles-mêmes.

Pour enrayer cette spirale, les gouvernements et les organisations internationales doivent reconnaître les conséquences spécifiques du changement climatique sur les filles et les jeunes femmes, garantir l'accès aux informations et aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs, y compris en situation de crise, et mobiliser des financements pérennes. En travaillant avec les communautés locales et en associant pleinement les filles et les jeunes femmes aux décisions qui les concernent, ils peuvent contribuer à renforcer leur résilience, à préserver l'accès aux services essentiels d'éducation et de santé et à soutenir la stabilité économique des familles face à la sécheresse, aux inondations et aux vagues de chaleur.

“ C'est à nous, en tant que victimes du mariage précoce, de sensibiliser l'opinion publique.”

Une fille d'un groupe de discussion des 15-19 ans, Zimbabwe

En élargissant notre vision des choses et en écoutant les filles, il est possible de trouver des solutions ciblées, des moyens de garantir que, alors que la crise climatique ne cesse de s'aggraver, les choix de vie et les chances des filles ne soient pas sans cesse réduits.

Une femme déplace sa tente vers une zone en hauteur après les inondations au Bangladesh.
© Plan International

Accès à la contraception

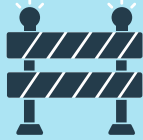
“Les cliniques étaient fermées.”

Lors des entretiens et des groupes de discussion organisés dans les différents pays, les adolescentes et les jeunes femmes ont décrit un système de santé déjà soumis à une pression considérable avant même que tout événement climatique ne se produise. Le **Sénégal**, où les filles ont évoqué un système relativement efficace avant l'apparition des crises climatiques, constituait l'exception à la règle. Dans l'ensemble, dans les zones rurales et reculées, les cliniques sont rares et éloignées, les stocks de contraceptifs sont souvent épuisés, et pour de nombreuses filles, les obstacles pratiques et sociaux à l'accès aux services sont considérables, même sans les obstacles supplémentaires créés par les inondations, la sécheresse, la canicule et les tempêtes. La stigmatisation, par exemple, constitue un obstacle partout. Les relations sexuelles chez les jeunes femmes sont généralement mal vues. Au Zimbabwe, des filles ont raconté avoir été réprimandées pour avoir cherché à se procurer des moyens de contraception. Rutendo, 16 ans, nous a confié : « **Dans notre culture, parler de prévention de la grossesse est un tabou. Les gens te traitent de prostituée.** » Au Sénégal, Fatou, 15 ans, a évoqué le sentiment de honte qu'elle ressentait lorsqu'elle demandait des informations à des adultes, tandis qu'au Pérou, la gêne et la crainte d'être jugées par le personnel de santé constituaient la raison la plus fréquemment citée pour expliquer pourquoi les filles ne se rendaient pas dans les centres de santé.

“ **Quand je suis tombée enceinte de mon mari, je ne suis allée à aucun rendez-vous de suivi parce que j'avais 16 ans et que j'avais honte qu'on me dise : « Pourquoi tu ne t'es pas protégée ? » Du coup, je n'y suis pas allée... C'est la peur du rejet, de ce que les gens vont dire. Et il y a beaucoup de personnes qui ressentent peut-être la même chose que moi.** ”

Maria, 24 ans, Pérou

Une équipe d'intervention d'urgence procède à une évaluation rapide des besoins au Kenya. © Plan International

 Lorsque surviennent des inondations, des sécheresses ou des phénomènes météorologiques extrêmes, ils ne créent pas une crise d'accès là où il n'y en avait pas auparavant, mais poussent un système déjà sous pression au-delà de son point de rupture. Les filles et les jeunes femmes que nous avons interrogées ont clairement expliqué comment cela se produit.

Les établissements ferment ou fonctionnent à capacité fortement réduite, les stocks de contraceptifs et de fournitures médicales s'épuisent, les voies de transport deviennent impraticables et les actions de sensibilisation communautaire, sur lesquelles de nombreuses filles comptent comme principale source d'information, cessent. L'impact le plus immédiat décrit a été la fermeture des centres de santé et le départ des professionnels de santé. Au Bangladesh, où les inondations sont fréquentes et violentes, ce phénomène a été mentionné par la quasi-totalité des participantes.



Les eaux de crue envahissent une maison au Bangladesh. © Plan International

“ **Les cliniques ont été fermées car les eaux de crue avaient envahi les locaux et les routes étaient complètement bloquées. Le personnel de santé a quitté la région pendant la crue et a cessé de dispenser ses services.** ”

Moni, 15 ans, Bangladesh

Au **Pérou**, les filles interrogées ont indiqué que des centres de santé avaient fermé car le personnel qui y travaillait ne pouvait pas s'y rendre. Lorsque les centres restaient accessibles, les participantes ont raconté qu'elles les trouvaient vides de tout approvisionnement à leur arrivée. Au Bangladesh, les pénuries de contraceptifs pendant les inondations ont été généralisées : les pilules, les injections et les implants sont devenus indisponibles à mesure que les marchés et les pharmacies fermaient et que les chaînes d'approvisionnement s'effondraient. Au Kenya, les pénuries de stocks dans des centres déjà mis à rude épreuve ont été aggravées par l'impossibilité de se réapprovisionner.

Au **Zimbabwe**, le personnel vendait des pilules contraceptives pour se procurer de la nourriture, en raison des difficultés économiques liées à la sécheresse. Les produits d'hygiène menstruelle étaient eux aussi introuvables.

Maria, 24 ans, du **Pérou**, a raconté être arrivée dans un centre de santé pour recevoir son injection contraceptive et avoir trouvé les lieux inondés, l'obstétricien étant dans l'impossibilité de s'y rendre. Au Kenya et au Bangladesh, les intervenants de proximité – qui constituent souvent le seul moyen d'accès à la contraception pour les adolescentes et les jeunes femmes vivant dans des zones reculées – ont vu leurs activités suspendues pendant les événements climatiques. Au **Kenya**, les adolescentes et les jeunes femmes ont décrit des routes inondées qui les coupaient complètement de l'accès aux contraceptifs et aux informations de santé. Rupa, originaire du **Bangladesh**, a expliqué que les intervenantes de proximité n'avaient pas pu se rendre chez elles pendant deux mois. Il en a résulté non seulement une interruption de l'accès aux contraceptifs, mais aussi une absence totale de soins de santé reproductive pendant des périodes critiques.

“ **Les stocks de moyens de contraception sont épuisés et, comme il s'agit d'une région isolée, il est difficile de trouver un autre centre proposant ce type de services.** ”

Wanjiku, 20 ans, Kenya

Au **Sénégal**, la situation était différente : les filles ont décrit des agents de santé issus de leur communauté qui continuaient à se rendre dans les foyers et à animer des séances d'information sur la santé sexuelle et les règles ; dans certains cas, des sages-femmes itinérantes effectuaient des visites à domicile.

“
La plupart du temps, c'est la Badienou Gokh (marraine de la communauté) qui mène les actions de sensibilisation. Elle nous informe de l'importance des visites prénatales et de la vaccination de mon enfant. Grâce à son soutien dans ce domaine, je parviens à mieux comprendre certains aspects de la santé maternelle et infantile, même si les conditions dans lesquelles nous vivons restent très difficiles en raison des inondations.”

Louise, 23 ans, Sénégal
.....

Ces marraines de la communauté montrent la voie : ancrées dans leur milieu et bien informées, elles aident les filles et les jeunes femmes à relever les défis auxquels elles sont confrontées, quelle que soit la complexité de leur situation.

Dans les cinq pays, les participantes ont expliqué comment la baisse des revenus du foyer les avait privées de la possibilité de payer les frais de transport, d'acheter des contraceptifs auprès de fournisseurs privés ou d'accéder à tout service payant. Au Kenya et au Zimbabwe, la sécheresse a entraîné la perte du bétail, ce qui s'est traduit directement par une incapacité à acheter des contraceptifs. Pour s'en procurer, il fallait se rendre en ville, et ces trajets étaient devenus inabornables. Au Zimbabwe, les participantes ont également expliqué qu'elles devaient aller chercher de l'eau plus loin ou s'occuper de leurs frères et sœurs pendant les périodes de sécheresse afin que leurs parents puissent gagner de l'argent, ce qui les empêchait de se rendre dans les cliniques ou de bénéficier des services de proximité. L'hygiène menstruelle a été particulièrement touchée par les difficultés économiques des ménages.

Même lorsque les produits d'hygiène parvenaient aux communautés, les familles donnaient la priorité à des besoins plus urgents. Au Kenya et au Zimbabwe, par exemple, les participantes ont expliqué que les familles privilégiaient la nourriture et l'eau au détriment des produits d'hygiène en période de crise, ce qui obligeait les filles à gérer leurs règles sans disposer du matériel de base nécessaire. Partout, les populations rurales et isolées ont été systématiquement identifiées comme étant touchées de manière disproportionnée. Parmi les autres groupes défavorisés figurent les filles en situation de handicap, celles issues de communautés pastorales et celles non scolarisées, que Sofia, 15 ans, originaire du Sénégal, a décrites comme « **vulnérables en raison de leurs connaissances limitées en matière de santé reproductive** ». Les résultats de cette étude reflètent une tendance sous-jacente constante : les filles qui ont le moins accès aux services et à l'information avant les événements climatiques sont celles qui en subissent le plus lourd fardeau lorsque ces événements se produisent.

“
Je viens des hautes terres, et oui, là-bas, on souffre davantage qu'ici. Il n'y a pas de centres de santé à proximité, il faut marcher une heure, voire une heure et demie pour s'y rendre... et quand il pleut, on ne peut pas y aller.” Maria, 24 ans, Pérou
.....

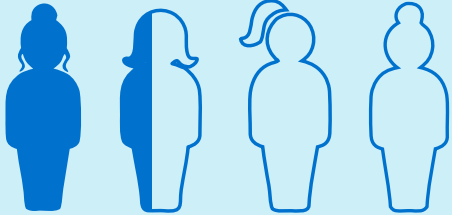
Alors que les filles et les jeunes femmes des pays étudiés ont du mal à accéder non seulement aux moyens de contraception, mais aussi à des informations et à des services plus larges en matière de SDR, l'impact sur leur vie, tant aujourd'hui que pour l'avenir, est incalculable. À mesure que les services s'effondrent et que les moyens de contraception ne sont plus accessibles, elles sont également exposées à un risque croissant de complications liées à la grossesse et à l'accouchement et, de surcroît, confrontées à une recrudescence de la violence sexuelle liée au climat, alors que le stress et l'effondrement des protections sociales habituelles font des ravages.

Violences sexistes et sexuelles : partout et tous les jours

Selon les filles et les jeunes femmes ayant participé à cette étude, la principale cause de l'augmentation de la violence sexuelle réside dans la pression économique. Le besoin d'argent pousse les filles à s'engager dans des relations préjudiciables, notamment l'exploitation sexuelle en échange d'argent, de biens ou d'avantages, ce qui entraîne un risque accru de violence sexuelle. La sécheresse, qui exerce une pression accrue à long terme sur les revenus des ménages et génère des tensions croissantes, a également été identifiée comme un facteur de risque augmentant les violences sexuelles. Dans les communautés touchées par la sécheresse, des taux plus élevés ont été signalés : 48 % des participantes ont déclaré avoir remarqué qu'un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes étaient victimes de violences sexistes et sexuelles, contre 25 % parmi celles dont l'événement principal était autre chose. Les taux varient d'un pays à l'autre parmi les cinq pays étudiés. Le **Zimbabwe**, où 60 % des filles interrogées ont déclaré avoir constaté une augmentation du nombre de filles et de jeunes femmes victimes de violences sexistes dans leur communauté, et qui est le pays le plus touché par la sécheresse, présente les risques liés aux violences sexistes les plus élevés, suivi du Kenya, avec 34 %.

“Les filles ne sont pas en sécurité...”

Partout, la sécurité est une préoccupation quotidienne, que le changement climatique aggrave plutôt qu'il ne crée. Au **Kenya**, au **Bangladesh**, au **Zimbabwe** et au **Pérou**, la majorité des filles interrogées ont indiqué que les filles ne se sentaient pas en sécurité au sein de leur communauté. Les menaces allaient du harcèlement sexuel à la violence conjugale, en passant par l'exploitation par des hommes plus âgés et des inconnus. Ce n'est que dans certaines zones rurales de Piura, au Pérou, que les participantes ont décrit leurs communautés comme relativement sûres, en raison de la faible densité de population et de réseaux sociaux très soudés.



Plus d'une fille sur 4
a signalé une augmentation de la violence sexiste et sexuelle dans leur communauté.



Un foyer pour filles situé dans une zone rurale du Zimbabwe offre un hébergement sûr afin qu'elles puissent poursuivre leur scolarité. © Plan International / Tafadzwa Ufumeli

La violence à l'égard des femmes et des filles n'est pas un problème nouveau et, avant même l'apparition de toute crise climatique, certains groupes, comme les filles en situation de handicap, y étaient déjà exposés de manière disproportionnée. Lorsque des phénomènes climatiques surviennent, ils intensifient et étendent les risques existants, suppriment les protections limitées sur lesquelles comptent les filles et créent des situations nouvelles et plus dangereuses. Au Zimbabwe, comme nous l'a confié Rutendo, 16 ans, les filles laissées à la maison pendant que les membres de leur famille partent chercher du travail **« ne sont pas en sécurité. Nous sommes laissées seules à la maison lorsque les adultes partent chercher du travail occasionnel, et nous sommes exposées au danger. »** La concentration de personnes déplacées dans des hébergements provisoires est apparue comme l'un des risques les plus fréquemment signalés. Lorsque les familles sont contraintes de partager des espaces exigus et mixtes avec des inconnus, les filles sont davantage exposées au harcèlement, aux attouchements et aux violences sexuelles. Les nuits passées dans les hébergements d'urgence ont été décrites comme particulièrement dangereuses : l'obscurité, l'exiguïté des lieux et la présence d'inconnus créent un risque aigu pour les filles, notamment lorsqu'elles se rendent seules aux toilettes.

.....
“ **Lors des inondations de 2022, alors que des femmes mariées et célibataires avaient trouvé refuge à [nom de l'école locale], nombre d'entre elles ont été harcelées et ont été victimes de « eve-teasing » (harcèlement sexuel en public).**” Diya, 17 ans, groupe de discussion, Bangladesh
.....

Au **Sénégal**, le déplacement ne se traduisait que rarement par un hébergement d'urgence officiel. Les ménages allaient s'installer chez des proches ou restaient dans leurs maisons inondées, et les participantes ont décrit une détérioration des conditions de vie à mesure que les populations



Des filles récupèrent de l'eau au Kenya.
© Plan International

déplacées étaient accueillies dans des logements déjà surpeuplés. La chaleur entraînait ses propres dangers : les maisons devenaient inhabitables, obligeant les familles à passer la nuit dehors.

.....
“ **Pendant les périodes de forte chaleur, nous souffrons énormément. Les maisons sont recouvertes de bâches en zinc qui absorbent fortement la chaleur du soleil. À l'intérieur, il fait très chaud, c'est étouffant. À cause de cela, je suis souvent obligée de dormir dehors avec mes enfants, même si je sais que ce n'est pas sûr. Mais je n'ai pas d'autre choix.**” Louise, 23 ans, Sénégal
.....

La vulnérabilité des filles face à la violence est également accrue lorsque la recherche de ressources limitées – nourriture, eau, bois de chauffage – les oblige à parcourir de longues distances loin de chez elles.

Au **Kenya**, les participantes ont expliqué comment la sécheresse oblige les filles à accompagner les hommes et le bétail lors de longues migrations à la recherche d'eau et de pâturages. Au **Zimbabwe**, comme le souligne Chenai, 21 ans, la pénurie d'eau contraint les filles à se rendre à des points d'eau communs éloignés, où le harcèlement et la contrainte sont monnaie courante : **« Les garçons leur barrent le passage et les forcent à avoir des relations. Si je dis non, il m'arrive parfois d'être battue. »** De même, au Pérou, aller chercher de l'eau expose les filles au harcèlement. Dina, 19 ans, explique comment les filles sont contraintes de se laver en plein air, où des hommes tentent de les photographier, leur font des remarques à caractère sexuel et leur barrent le passage :

.....
“ **Ils viennent des champs de manguiers et sifflent. Si une fille ne les remarque pas, ils la prennent en photo. Ils lui lancent aussi des remarques qu'elle n'apprécierait pas : « Hé, sexy », « Tu es canon ».**” Dina, 19 ans, Pérou
.....



Une fille se mobilise pour dénoncer le poids des violences et des discriminations.
©Plan International

Le lien entre la pénurie de ressources et la violence ne se limite pas à l'exposition physique. Plusieurs participantes au Pérou ont identifié le stress lié à la pénurie (notamment la hausse des prix des denrées alimentaires, la perte de revenus et l'incapacité à subvenir aux besoins de sa famille) comme un facteur clé de la violence domestique :

“**Pendant la saison des pluies, la nourriture se fait rare, les prix des denrées alimentaires grimpent... Les hommes, parfois stressés, ont l'impression de porter un lourd fardeau sur leurs épaules... Il est sorti boire un verre, puis il est rentré dans la nuit et a brisé la porte vitrée, alors que sa femme était enceinte. Il s'apprêtait à la frapper. Heureusement, les voisins ont réussi à entrer dans la maison et à la sauver.**” Mia, 16 ans, Pérou

Marie, 24 ans, originaire du Sénégal, a également évoqué les tensions liées à l'argent et aux ressources, qui ont conduit à des violences et à la rupture de son mariage. Enceinte et souvent malade, elle continuait à s'occuper des tâches ménagères tandis que son beau-père refusait que son mari lui donne de l'argent pour acheter les médicaments prescrits, au motif que la grossesse n'est pas une maladie. Elle n'avait pas les moyens de payer le transport pour retourner chez sa mère. Son mari a fini par la frapper, puis l'a mise à la porte alors qu'elle était enceinte de sept mois et a cessé de lui verser son argent quotidien :

.....
“ **J'ai eu du mal à me rendre à mes consultations prénatales et à avoir une alimentation équilibrée pendant ma grossesse. Tout cela m'a rendue très vulnérable, d'autant plus compte tenu de mon état de santé.**” Marie, 24 ans, Sénégal
.....

“Les inondations mettent en évidence les inégalités qui existent déjà entre les groupes de filles et de femmes. Les plus exposées sont les filles déplacées hébergées chez des inconnus, les filles en situation de handicap, les employées de maison et les commerçantes.”

Huguette, 24 ans, Sénégal

Rues inondées dans le centre-ville de Dakar, au Sénégal ©Plan International / Guillaume Bassinet

Dans tous les pays étudiés, les participantes ont décrit des situations spécifiques qui apparaissent ou s'aggravent lors d'événements climatiques. Au **Sénégal**, certaines filles avaient complètement cessé de sortir la nuit pendant les inondations. Au **Pérou**, les coupures d'électricité ont été identifiées comme source de danger particulier : lorsque l'électricité vient à manquer pendant les inondations, les restaurants, les rues, les voies de circulation, les habitations et les lieux de travail plongent dans l'obscurité et deviennent dangereux pour les filles qui travaillent de nuit ou se déplacent la nuit. Les filles en situation de handicap comptent parmi les plus vulnérables. Les données issues de cette étude confirment ce que suggère la littérature scientifique plus générale : le handicap amplifie considérablement les effets négatifs des phénomènes climatiques (y compris la violence) et les filles en situation de handicap sont souvent absentes des plans de prévention des catastrophes. Dans tous les pays étudiés, les participantes ont expliqué comment les catastrophes sapent les mécanismes de protection communautaire : elles provoquent le déplacement de familles, entraînent la fermeture d'écoles, submergent les systèmes judiciaires et

créent des conditions dans lesquelles il devient plus difficile d'échapper à la violence et plus facile de la commettre. À la maison, au travail, dans la rue, le danger s'intensifie et rôde partout.

Chercher de l'aide

Alors que la violence ne cesse de s'intensifier partout, le manque d'aide est flagrant. Près d'un quart des personnes interrogées ont déclaré avoir remarqué que, dans leur communauté, davantage de filles et de jeunes femmes avaient des difficultés à accéder aux services de prévention et d'intervention en matière de violences sexistes après un événement lié au climat, et 18,5 % ont indiqué avoir personnellement vécu cette situation. Des témoignages individuels viennent étayer les conclusions de l'enquête. La défaillance des systèmes de protection sociale et de signalement, ainsi que la difficulté à trouver de l'aide ou à obtenir justice, sont décrites par les participantes dans les cinq pays étudiés. Au **Sénégal**, des systèmes de signalement locaux sont en place et peuvent s'avérer efficaces, mais même là, en période de crise, ils sont jugés difficiles d'accès. Dans de nombreux endroits,

ce sont les responsables locaux, accaparés par les interventions en cas de catastrophe et souvent plus enclins à soutenir l'auteur des faits que la fille ou la jeune femme plaignante, qui sont censés assurer la protection. Mais même lorsque la police locale, les tribunaux ou les centres de santé interviennent, la justice est, au mieux, inégale. Des systèmes déjà fragiles avant les événements climatiques sont devenus largement inaccessibles pendant et après ceux-ci.

“Les personnes vivant dans des régions reculées ne disposent pas de commissariats de police dans leur localité, ce qui rend difficile l'accès à l'aide en cas de violences intrafamiliales ou de violences sexuelles lors d'inondations.”

Mia, 16 ans, Pérou

Au **Pérou**, la violence conjugale est considérée comme normale, les filles et les jeunes femmes la décrivant comme un phénomène qu'il faut tolérer plutôt que signaler :

Au Kenya, les sécheresses sévères et les phénomènes météorologiques extrêmes constituent des perturbations constantes qui mettent en péril l'avenir des filles. ©Plan International



“Souvent, les femmes ne réagissent pas, car c'est considéré comme normal, elles disent : « C'est mon compagnon » ou « C'est mon mari, et c'est pour ça que je le laisse faire, pourquoi créer un autre problème ? Je préfère fermer les yeux »... C'est pour cela que les femmes ne cherchent pas d'informations ni d'aide pour s'en sortir.”

Susana, 18 ans, Pérou

Les données mettent en évidence un système qui n'offre pas une protection suffisante face aux phénomènes climatiques et qui est largement absent lors de leur survenue. Les filles et les femmes interrogées dans le cadre de cette étude sont confrontées non seulement à des actes de violence individuels, mais aussi à la défaillance structurelle des institutions censées les protéger, une défaillance que les phénomènes climatiques accélèrent et aggravent.

Il existe toutefois quelques exceptions. Au **Kenya**, un groupe de travail technique sur l'égalité de genre et la protection de l'enfance intervient lors des événements climatiques, menant des actions de sensibilisation et d'information sur les droits et les normes. Certaines communautés au **Pérou** ont proposé des mesures concrètes, notamment la création d'organisations de femmes, la formation des parents et une surveillance policière coordonnée des routes à haut risque. Les participantes au Pérou ont également décrit comment les femmes s'exprimaient collectivement contre la violence et partageaient des informations sur les risques climatiques par le biais de réseaux communautaires :

“De nombreuses femmes prennent désormais la parole... Elles témoignent aujourd'hui des violences qu'elles ont subies et encouragent d'autres femmes à faire de même.”

Mia, 16 ans, Pérou

Mariages et unions d'enfants

Plus d'un tiers des filles interrogées indiquent que les taux de mariages précoces sont en hausse dans leurs communautés en raison des phénomènes climatiques, et 11 % des filles ont déclaré s'être elles-mêmes mariées avant l'âge de 18 ans.

Comme l'ont montré des études antérieures, le changement climatique a un impact sur les mariages et les unions précoces, ce que confirment les résultats de l'enquête.

Les taux de mariages et d'unions précoces varient d'un pays à l'autre : au Zimbabwe, près des deux tiers (64 %) des filles et des jeunes femmes ont déclaré avoir remarqué qu'un plus grand nombre de filles se mariaient avant 18 ans dans leur communauté ; au Sénégal, ce chiffre s'élevait à une sur trois (32 %), contre 22 % ailleurs.

Cette augmentation est largement attribuée à des pressions financières. La perte de revenus, la pénurie alimentaire, les fermetures d'écoles et la perturbation des services, qui résultent des phénomènes liés au changement climatique, exercent toutes une pression sur les choix de vie et les opportunités des filles. Tant pour les filles que pour leurs familles, un mariage ou une union peut apparaître comme la seule solution face aux ressources limitées du foyer et à l'effondrement des services et des aides qui touchent des communautés entières.

Comme pour la violence sexuelle, la sécheresse est le phénomène climatique le plus susceptible d'entraîner une augmentation du nombre de mariages et d'unions précoces et d'accentuer la pression exercée sur les filles et les jeunes femmes pour qu'elles se marient. Parmi les personnes dont les communautés ont été touchées par la sécheresse, 60 % ont déclaré que davantage de filles de leur communauté se mariaient avant l'âge de 18 ans. Ce chiffre est près de deux fois plus élevé que pour les filles dont la communauté avait été touchée par un autre phénomène.

60 %

des filles ont cité le besoin d'argent et de ressources des familles comme raison pour marier leurs filles, tandis que 51 % ont indiqué que les familles souhaitaient s'assurer que les filles aient accès à la nourriture et puissent subvenir à leurs besoins fondamentaux.

58 %

ont cité la grossesse comme raison du mariage précoce.

47 %

ont cité la fermeture des écoles et la perturbation de la scolarité comme l'un des principaux facteurs à l'origine des mariages précoces.

“les gens commencent à trouver ça normal...”

Dans les cinq pays étudiés, les filles interrogées font état d'une augmentation des taux de mariages précoces, bien que ceux-ci soient décrits comme « normaux ». Au Bangladesh, le mariage, une pratique étroitement liée aux notions d'honneur, de sécurité et de réputation, a généralement lieu lorsque la fille est âgée de 14 à 17 ans. Au Zimbabwe, il se situe entre 15 et 17 ans. Au Kenya, il commence dès l'âge de 12 ans, sous l'impulsion d'une économie de la dot dans laquelle le bétail, notamment les chameaux et les bovins, sert de monnaie d'échange. Le mariage précoce est à la fois ancré dans la culture et explicitement financier : Zuri, 19 ans, du Kenya, nous a confié : « Les filles sont mariées très jeunes en échange d'animaux. » Pour les familles pastorales, le mariage d'une fille représente l'une des rares transactions encore possibles lorsque le climat a déjà épuisé les autres ressources. Au Pérou, les unions et les partenariats se nouent souvent entre 13 et 15 ans, et cette pratique est de plus en plus acceptée et considérée comme normale :

Au Sénégal, le mariage a souvent lieu vers 17 ou 18 ans ; l'âge légal du mariage pour les filles est de 16 ans,³¹ et les filles interrogées le décrivent comme un mariage fondé sur le consentement, ni arrangé ni transactionnel.

Dans tous les pays, au lendemain immédiat d'événements climatiques aigus, le mariage des enfants peut connaître une pause temporaire. Comme l'a fait remarquer Noor, 24 ans, du Bangladesh : « Les gens se concentrent sur la survie ». C'est pendant la phase de rétablissement, alors que les difficultés économiques s'aggravent et que la perturbation de la scolarité s'installe durablement, que le risque de mariage précoce augmente le plus fortement : au Zimbabwe, au Kenya et au Bangladesh, les filles décrivent l'effondrement de leurs moyens de subsistance induit par le climat, qui pousse les familles vers le mariage précoce comme stratégie d'adaptation.

“ Lorsque les inondations réduisent les gens à la misère, les familles, confrontées à des difficultés financières, marient leurs filles à un très jeune âge.” Shahina, 19 ans, Bangladesh

Au Zimbabwe, la sécheresse détruit les récoltes et les revenus, empêchant les familles de payer les frais de scolarité ou de nourrir tous les membres du foyer. Au Kenya, la sécheresse décime le bétail, privant les familles de leur principale source de revenus et de dot. Les filles sont mariées en échange des animaux qui restent, cette transaction assurant la survie économique de la famille. Sans troupeau à vendre et sans autre source de revenus, marier sa fille à un homme capable de payer une dot en bétail est le moyen pour une famille de se reconstituer un capital. Galgalo, 22 ans, au Kenya, a décrit ce compromis tel qu'il s'appliquait à elle : « Mon père n'a pas de bétail à vendre pour m'envoyer à l'université, c'est pour cela que j'ai accepté d'être mariée. »



Ce que nous avons appris

Il est important de noter qu'il ne s'agit pas uniquement d'une décision prise au sein de la famille. Au Zimbabwe, il arrive que les filles elles-mêmes s'engagent dans des relations avec des hommes plus âgés afin d'avoir accès à de la nourriture, à de l'argent ou à des produits de première nécessité.

.....

“ Dans certains cas, les filles abandonnent elles-mêmes l'école pour se marier, dans l'espoir que leur situation s'améliore et qu'elles soient ainsi protégées des conséquences de la sécheresse, mais elles se rendent généralement compte qu'elles ont pris une mauvaise décision.”

.....

Paidamayo, 21 ans, Zimbabwe

Au Pérou, le fonctionnement économique est moins transactionnel. Les filles dont les parents quittent le foyer pour trouver du travail après les inondations se retrouvent sans surveillance, stressées et seules.

.....

“ Souvent, c'est parce que leurs parents doivent aller travailler à cause des inondations et des vagues de chaleur... et qu'ils les laissent en leur demandant de s'occuper de leurs frères et sœurs. Elles sont contraintes d'assumer un rôle qui ne correspond pas à leur âge... Elles cherchent à se détendre, elles recherchent la compagnie d'un garçon qui pourrait devenir leur petit ami.” Mia, 16 ans, Pérou

.....



Le **Sénégal** est le seul pays étudié où les mariages et les unions précoces ne sont pas motivés par des impératifs de survie économique, mais sont principalement liés à l'abandon scolaire.

L'importance de rester à l'école

Parallèlement aux pressions financières, et en lien avec celles-ci, les filles citent la perturbation de leur scolarité, autre défaillance tant des services que de la protection sociale, comme un facteur déclencheur fréquent des mariages et unions précoces. La fermeture des écoles ou le décrochage scolaire privent les filles non seulement d'un apprentissage, mais aussi de la structure, de l'encadrement, des informations sur la SDSR, ainsi que du soutien de leurs pairs qui assurent habituellement leur protection.

.....

“ Lors des inondations de 2024, les écoles sont restées fermées pendant près d'un mois, ce qui a conduit de nombreuses familles à marier leurs filles.”

.....

Tahira, 23 ans, Bangladesh

Au **Bangladesh**, le lien entre la fermeture des écoles et le mariage est direct. Les inondations submergent les écoles pendant des mois, et les familles réagissent à la présence de leurs filles à la maison en organisant leur mariage. Une dynamique supplémentaire, propre au Bangladesh (les préoccupations liées à la sécurité et à la réputation) vient aggraver cette situation :

“Les familles estiment que les filles non mariées ne sont pas en sécurité chez elles, c'est pourquoi elles organisent leur mariage.”

Shahina, 19 ans, Bangladesh



Des filles d'une école du Zimbabwe participent à la campagne #EndChildMarriage de Plan International.
© Plan International / Tafadzwa Ufumeli / Magsman Media

Au Zimbabwe et au Kenya, le cycle va du coût prohibitif des frais de scolarité à l'abandon scolaire, puis au mariage précoce. Au **Kenya**, la transhumance peut pousser les filles à quitter définitivement l'école. Zuri, 19 ans, exprime clairement le lien entre les phénomènes climatiques, le décrochage scolaire et le mariage : **« La sécheresse oblige de nombreuses filles à abandonner l'école, car elles accompagnent les garçons et les jeunes hommes pendant la transhumance, ce qui les conduit à un mariage ou à une union non désirés. »** Au **Zimbabwe**, comme le note Vimbai, 17 ans, le décrochage scolaire laisse les filles sans occupation et vulnérables :

Il est encourageant de constater que, lors d'une vague de chaleur au Zimbabwe, comme l'a mentionné une participante, les écoles sont devenues des lieux protecteurs : **« Il y a eu une vague de chaleur et les enfants risquaient de s'évanouir à l'école, même si aucune école n'a été fermée. En revanche, des repas nutritifs ont été mis en place à l'école locale. »** Paidamoyo, 21 ans, Zimbabwe.

Au **Pérou**, Susana, 18 ans, explique comment la fermeture des écoles lors des inondations laisse les filles isolées chez elles, souvent équipées d'un téléphone portable et sans surveillance parentale : **« Ces filles restent chez elles et commencent à discuter avec des inconnus sur les réseaux sociaux »**. Le cheminement passe ici par l'exposition sociale et la solitude plutôt que par une transaction économique formelle, mais la destination, à savoir

une union précoce, reste la même. Au **Sénégal**, les participantes ont décrit les filles qui quittent l'école prématurément comme n'ayant aucune activité en dehors des tâches ménagères et aucun accès au monde du travail, comme l'explique Madina, 16 ans :

.....

“ Le mariage est souvent vu comme la seule option.” Madina, 16 ans, Sénégal

.....

L'abandon scolaire provoqué par les inondations était directement lié aux mariages célébrés à 17 ans. L'école joue un rôle essentiel dans la protection des filles. Lorsqu'elles en sont privées, elles perdent aussi l'accès à des informations indispensables pour connaître leurs droits et se protéger. Comme le souligne Faith, 17 ans, originaire du Kenya, les filles qui ne vont pas à l'école **« passent à côté d'informations si importantes sur la protection »**. Le décrochage scolaire est l'un des facteurs qui favorisent les mariages et les unions précoces ; un autre est la grossesse non désirée (les filles emménageant avec le père de leur enfant après être tombées enceintes). À mesure que l'accès à la contraception s'effondre, les grossesses non désirées, qui sont à la fois une conséquence et un facteur de mariage précoce, augmentent. La relation entre les mariages et les unions précoces et les grossesses non désirées chez les adolescentes est réciproque et se renforce mutuellement.

Un programme prometteur

Soutenir l'éducation des adolescentes (SAGE)



L'importance d'une éducation ininterrompue pour les filles a toujours été un moteur essentiel de l'action menée par Plan International en faveur des filles et des jeunes femmes. Le programme « Supporting Adolescent Girls' Education » (SAGE), financé par l'initiative « Girls' Education Challenge » du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, par l'intermédiaire de Plan UK et de Plan Zimbabwe, est

un modèle de programme évolutif et durable, mis en œuvre initialement au Zimbabwe mais pouvant être déployé à l'échelle mondiale dans divers contextes. Il vise à améliorer les résultats scolaires des adolescentes et à faciliter leur transition vers l'enseignement formel, la formation professionnelle ou l'emploi grâce à une approche inclusive et favorisant l'égalité de genre. Le programme a bénéficié à plus de 13 400 filles très marginalisées dans 11 districts.

Réussites :



Plus de 77 % des participantes ont pu accéder à l'éducation, à la formation professionnelle ou à des opportunités d'emploi. Cela témoigne d'une amélioration considérable des perspectives d'avenir pour ces filles qui étaient auparavant exclues des systèmes formels.



Plus de 75 % des élèves ont démontré une amélioration de leurs compétences en lecture, écriture et calcul.



À l'issue de l'intervention, une proportion importante de filles ont déclaré **avoir davantage confiance en elles** et participer davantage **aux processus décisionnels** au sein de leur foyer et de leur communauté.



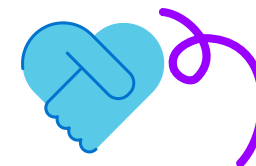
On a constaté des changements notables dans les mentalités au sein de la communauté, plus de **90 %** des filles ayant déclaré bénéficier d'un soutien accru pour leur éducation.



Le programme a également permis d'améliorer les résultats en matière de protection. Les filles ont indiqué qu'elles connaissaient mieux les dispositifs d'aide existants et qu'elles se sentaient nettement plus à l'aise pour s'exprimer sur les questions liées à la violence et à la protection.



Le programme a été dispensé par l'intermédiaire de 88 centres d'apprentissage communautaires et mis en œuvre dans un contexte extrêmement difficile, marqué par l'instabilité économique, les chocs liés au climat et la pandémie de COVID-19. Face à ces difficultés, SAGE a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation en adoptant des méthodes de mise en œuvre flexibles, notamment l'apprentissage à domicile, des séances en petits groupes et un accompagnement à distance via des plateformes numériques telles que WhatsApp.



Le succès du programme tient à son modèle de mise en œuvre intégré, ancré dans la communauté et hautement adaptatif, qui apportait une réponse globale aux réalités complexes auxquelles sont confrontées les adolescentes marginalisées. Un facteur déterminant a été la capacité du programme à combiner apprentissage accéléré, développement des compétences professionnelles, protection, soutien psychosocial et transformation des normes sociales au sein d'un cadre coordonné unique. Cela a permis aux filles non seulement d'accéder à des opportunités d'apprentissage, mais aussi de bénéficier d'un accompagnement pour mener une vie plus sûre, plus autonome et plus productive sur le plan économique.



Le programme a mis fortement l'accent sur l'appropriation et l'engagement de la communauté, notamment en impliquant les familles, les chefs traditionnels, les clubs d'hommes, les comités de protection de l'enfance et les plateformes de dialogue intergénérationnel. Cela a contribué à créer un environnement propice à l'éducation et à l'autonomisation des filles.



Tout aussi important a été le partenariat stratégique avec les ministères, les organisations locales et les partenaires techniques, qui a permis de renforcer la coordination, l'appropriation institutionnelle et la viabilité globale des approches programmatiques.



Le programme SAGE propose un modèle durable et adaptable. Axé sur l'éducation au sens large, il apporte aux filles la confiance, les opportunités et la protection dont elles ont besoin pour faire valoir leurs droits, réaliser leur potentiel et contribuer pleinement à la vie familiale et communautaire, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se trouvent.

Grossesses non désirées

Les phénomènes météorologiques extrêmes rendent l'accès à l'information plus difficile, perturbent l'accès à la contraception, affaiblissent les moyens de protection et accentuent les pressions économiques ; en conséquence, les filles et les jeunes femmes sont exposées à des risques accrus pour leur santé, leur sécurité et leur avenir. L'un de ces risques, comme l'illustrent clairement les résultats de l'enquête, est la grossesse non désirée chez les adolescentes. Un tiers (33 %) des filles et des jeunes femmes ont constaté une augmentation du nombre de grossesses dans leur communauté ; 11 % d'entre elles ont déclaré avoir elles-mêmes vécu une grossesse non désirée à la suite d'un événement lié au climat.

Les raisons étaient nombreuses et variées :

- 81 % des filles ont évoqué un manque d'informations ou d'éducation, ou encore des difficultés à accéder à une éducation en matière de santé sexuelle et reproductive.
- 53 % ont évoqué une augmentation de l'exploitation sexuelle.
- 53 % ont évoqué des difficultés d'accès à la contraception.
- 47 % ont noté une augmentation de la violence sexuelle.
- 46 % ont attribué l'augmentation du nombre de grossesses non désirées à un affaiblissement du soutien ou de la protection offerts par la communauté.

On a constaté certaines variations d'un pays à l'autre, mais dans tous les pays, le manque d'informations et la difficulté d'accès aux informations sur la santé sexuelle et reproductive ont été cités comme la cause la plus fréquente des grossesses non désirées. Le Zimbabwe et le Kenya étaient les deux pays affichant les taux les plus élevés, et la sécheresse est à nouveau apparue comme un indicateur clé. Dans les communautés touchées par la sécheresse, 54 % des personnes interrogées ont déclaré avoir remarqué qu'un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes de leur communauté vivaient une grossesse non désirée, contre 29 % dans les communautés où la sécheresse n'était pas un facteur déterminant.

“De nombreuses filles ne veulent pas d'enfant...”

Les résultats de l'enquête ont été corroborés par les entretiens en face à face : les filles et les jeunes femmes ont décrit les grossesses non désirées chez les adolescentes comme une réalité reconnue et persistante ; au Pérou, des filles tombent enceintes dès l'âge de 12 ou 13 ans, et plusieurs participantes du Zimbabwe ont signalé que des filles scolarisées à l'école primaire ou au début du secondaire tombaient enceintes. Au Bangladesh, Sayma, 22 ans, estimait qu'environ la moitié des filles de sa communauté tombaient enceintes sans le vouloir. La raison la plus souvent invoquée, en accord avec les résultats de l'enquête, était le manque de connaissances et d'informations sur les méthodes contraceptives – quand et comment les utiliser – et sur les lieux où accéder à ces services. Cette situation était aggravée par une mauvaise communication entre mères et filles : au Pérou, les mères évitent activement d'aborder les questions de sexualité et de contraception avec leurs filles, et les filles ont décrit un manque de confiance fondamental qui les empêchait totalement de demander conseil à leurs parents.



À Cox's Bazar, au Bangladesh, des filles s'informent sur leurs droits, la planification familiale et la SDSR grâce à un groupe communautaire. ©Plan International / Tanveer Abid

On entendait toujours la maman dire : non, je ne vais rien dire à ce sujet à ma fille, parce que je ne veux pas lui mettre des idées en tête.” Mia, 16 ans, Pérou

La pression exercée par le partenaire et la famille joue également un rôle important, notamment au Bangladesh et au Zimbabwe, où les maris, la belle-famille et les normes communautaires fondées sur des superstitions exercent un contrôle direct sur l'utilisation des moyens de contraception ou poussent les filles à avoir des enfants.

Beaucoup de filles ne souhaitent pas avoir d'enfant, mais certaines familles ou belles-mères les harcèlent ou leur mettent la pression à ce sujet.” Maya, 17 ans, Bangladesh

Chenai, 21 ans, au Zimbabwe, a raconté une histoire similaire : « Même ma première grossesse n'était pas prévue. Mon mari m'a mis trop de pression. Je m'en suis rendu compte alors que j'étais déjà enceinte. »

Ce n'est qu'au Sénégal que les grossesses non désirées ont été décrites comme rares : les filles se marient à 17 ans et sont censées tomber enceintes assez rapidement. Les participantes du Zimbabwe ont décrit les premières expériences sexuelles des filles comme se déroulant souvent sous la contrainte. Et tant au Zimbabwe qu'au Kenya, l'exploitation sexuelle des filles et des jeunes femmes par des hommes plus âgés aboutissait souvent à une grossesse. Dans l'ensemble, les personnes interrogées ont décrit un parcours menant à une grossesse non désirée qui passait par la contrainte et l'exploitation. La contrainte, quelle que soit la forme qu'elle prenne, implique généralement l'absence de contraception. Le manque d'informations et de soutien fait également partie des conséquences des crises climatiques. Les agents de sensibilisation communautaires, les interventions dans les écoles et les réseaux de pairs constituent des sources essentielles d'information sur la SDSR. Partout, les événements climatiques ont perturbé ces pratiques. Au Bangladesh, les systèmes de communication ont complètement cessé de fonctionner pendant les inondations : les coupures d'électricité et la défaillance des réseaux mobiles ont rendu impossible tout contact avec les professionnels de santé ou l'accès à l'information à distance.

“... Il existe un lien étroit [entre les inondations et les grossesses non désirées] car, en raison des inondations causées par les pluies, il nous est difficile, en tant que femmes, de rechercher des informations ; nous finissons donc par nous replier sur ce que nous avons et par chercher des solutions rapides, sans pouvoir nous rendre au centre de santé pour demander l’aide d’un professionnel ou d’une personne susceptible de nous aider.”

Susana, 18 ans, Pérou

Des rues inondées au Pérou, pays touché par le phénomène El Niño.

© Plan International

Au **Kenya**, les programmes de sensibilisation ont été réduits ou suspendus, les écoles qui servaient de points d’information ont fermé, et il est devenu plus difficile d’accéder à des informations fiables.

Au **Pérou**, les professionnels de santé qui organisaient habituellement des séances d’information dans les écoles et au sein des communautés n’ont pas pu se rendre sur place pendant les inondations. Lorsqu’elles le pouvaient, les filles et les jeunes femmes se sont tournées vers des sources numériques (sites web, réseaux sociaux et chatbots basés sur l’IA), mais même celles-ci étaient souvent inaccessibles.

La plupart des filles et des jeunes femmes participant à l’étude ont reconnu que tant le manque d’informations que les pressions croissantes qu’elles subissaient constituaient une réaction de leur famille et de leur communauté face à la sécheresse, aux inondations, à la chaleur et aux tempêtes. Elles ont établi un lien direct entre les phénomènes climatiques et l’augmentation du nombre de grossesses non désirées.

“ Lors des inondations, les problèmes de transport aggravent la situation. Les femmes ne peuvent pas se rendre au marché et ne sont donc pas en mesure d’acheter des contraceptifs. Les professionnels de santé ne se rendent pas dans notre région et ne fournissent pas de conseils. En conséquence, les femmes se retrouvent privées d’accès aux services de planning familial, ce qui augmente le risque de grossesses non désirées.”

Moni, 15 ans, Bangladesh

Au **Kenya** et au **Zimbabwe**, les filles associaient souvent la sécheresse et la perte de revenus qui en découlait à un facteur clé des grossesses non désirées. Les familles n’avaient pas les moyens d’acheter des contraceptifs et certaines ont décrit comment la détresse économique poussait les filles vers des relations abusives.

Les familles en situation de détresse économique se désagrègent : les parents quittent leur communauté

pour trouver du travail, laissant les filles sans protection, sans conseils et sans adultes de confiance. Au **Pérou**, plusieurs participantes ont explicitement établi un lien entre les coupures d’électricité et les situations de catastrophe d’une part, et l’augmentation des violences sexuelles et des viols d’autre part, ces derniers étant parfois à l’origine de grossesses non désirées.

“Les souffrances endurées à cette époque étaient extrêmes.”

À mesure que l’accès aux soins prénataux et aux accoucheuses qualifiées s’est réduit, les complications liées à la grossesse et à l’accouchement, parfois mortelles pour les mères et leurs bébés et toujours traumatisantes, se sont multipliées. Les récits sont poignants.

“ Mon fils est né pendant les inondations. C’est un souvenir qui restera gravé dans ma mémoire pour le reste de ma vie. Les souffrances endurées à cette époque étaient extrêmes. Les transports étaient gravement perturbés à cause des inondations. Mon fils est né dans des circonstances très difficiles et douloureuses.”

Sayma, 22 ans, Bangladesh

“ Il y avait aussi beaucoup d’adolescentes enceintes qui ne pouvaient pas se rendre à leurs consultations, et je me souviens même que, ces années-là, le ruisseau était en crue... Elles devaient traverser sur des bouées, et il y avait une fille qui était sur le point d’accoucher... La route est très accidentée, et elle devait traverser le pont, mais la rivière était en crue et il n’y avait pas d’autre moyen.” Anahi, groupe des 15-19 ans, Pérou

L'accouchement est devenu de plus en plus périlleux : des femmes accouchaient sans assistance qualifiée, traversaient des rivières en crue pour se rendre dans un centre de santé, ou accouchaient tout simplement chez elles, sans aucune aide.

“ **Le mauvais état des routes peut empêcher les femmes enceintes de se rendre à leurs consultations prénatales. Sans un suivi médical régulier, certaines complications de la grossesse risquent de ne pas être détectées à temps, mettant en danger la santé de la mère et de son bébé.**”

Valentina, 23 ans, Pérou

Au **Bangladesh**, les participantes ont décrit des routes submergées par les eaux, des tarifs de transport en bateau qui étaient multipliés par cinquante en période d'inondations, et des femmes enceintes incapables de rejoindre un centre de santé au moment de l'accouchement : « **Il n'y avait pas de routes, et si les contractions commençaient, il n'y avait aucun moyen d'accéder à une aide médicale.** » Sayma, 22 ans, Bangladesh.

Au **Pérou**, les communautés étaient souvent isolées. Les femmes enceintes se déplaçaient à moto sur des chemins de terre en mauvais état, et celles qui ne pouvaient pas le faire ne recevaient tout simplement pas de soins :

“ **Il peut être difficile pour les femmes enceintes de se rendre à leurs visites médicales mensuelles en raison du mauvais état des routes... ce qui peut entraîner des malformations chez le bébé.**”

Susana, 18 ans, Pérou

Au **Sénégal**, c'est le domicile qui s'est révélé dangereux. Des femmes enceintes ont raconté qu'elles devaient évacuer chaque jour les eaux usées de leur logement, qu'elles glissaient et tombaient dedans. Malades, elles ne pouvaient pas non plus se rendre à leurs consultations prénatales car les routes étaient impraticables.



Au Sénégal, des personnes avancent dans les eaux usées à la suite d'une inondation. ©Plan International

“ **J'ai vécu une grossesse difficile car les infrastructures sanitaires [fosses septiques] étaient pleines. Je devais transporter chaque jour des bassines d'eaux usées sur ma tête, et je n'avais aucun endroit où faire mes besoins, toute la maison étant inondée. Cette situation a entraîné des complications pendant ma grossesse.**” Mamadou, 22 ans, groupe de discussion, Sénégal

Dina, 19 ans, du **Pérou**, a raconté qu'une femme avait accouché dans une rivière alors qu'aucun professionnel de santé ne pouvait se rendre au centre de santé. Au **Bangladesh**, des participantes ont décrit des nouveau-nés et des mères mourant de froid après avoir été pris au piège par les eaux de crue. Afsana, 24 ans, du Bangladesh, a raconté qu'une femme avait commencé le travail le jour même où les inondations avaient commencé et avait finalement accouché sur un radeau de fortune fabriqué à partir de troncs de bananier, dans une école locale.

La détérioration de la santé maternelle vient s'ajouter aux dangers liés à l'accouchement : le manque de nourriture, le surmenage et l'absence de suivi de grossesse contribuaient tous aux risques auxquels étaient confrontées les femmes enceintes. Au **Kenya**, les filles et les jeunes femmes ont décrit comment la sécheresse entraînait une malnutrition chez les femmes enceintes, se traduisant par des bébés présentant une insuffisance pondérale et une augmentation de la mortalité, tandis que Guyatu, 22 ans, établissait un lien direct entre une mauvaise alimentation et les fausses couches ainsi que les naissances prématurées. La moitié des participantes au Kenya ont évoqué les longues distances que les femmes étaient contraintes de parcourir pour se rendre dans des centres de santé, les longs trajets à pied pour aller chercher de l'eau et du bois de chauffage, ainsi que le fait de porter de lourdes charges pendant la grossesse, ce qui entraînait des fausses couches. Kaelo, 19 ans, au Kenya, a associé les fausses couches et les complications lors des accouchements à domicile aux obstacles liés au climat qui entravaient l'accès aux soins et aux services de proximité. Ces tendances se retrouvaient au **Bangladesh** et au **Zimbabwe**, où la malnutrition causée par les pénuries alimentaires entraînait de la même manière des fausses couches, des naissances prématurées et des bébés présentant une insuffisance pondérale, et où les dégâts subis par les infrastructures empêchaient les femmes de se rendre à leurs consultations prénatales de routine. Les participantes du **Kenya** et du **Bangladesh** ont également identifié le stress comme une cause de fausses couches, établissant un lien direct entre l'anxiété cumulative liée au déplacement et à la privation et les fausses couches.



Les femmes parcourent de longues distances pour aller chercher de l'eau au Kenya. ©Plan International

Stress, inquiétude, peur, anxiété et trauma

“ **Bien sûr, c'est stressant. Quand une inondation se produit, on se demande sans cesse où on va loger, où on va aller et ce qu'on va manger.**” Sayma, 22 ans, Bangladesh

Les répercussions psychologiques des phénomènes climatiques accentuent la vulnérabilité : la prise de décision s'en trouve affectée, la santé physique est mise à mal, les conflits s'intensifient et les familles ont encore plus de mal à faire face. Le stress, l'inquiétude, la peur, l'anxiété et les traumatismes apparaissent, non pas comme des événements isolés, mais comme les effets cumulés de perturbations simultanées touchant les logements, les moyens de subsistance, l'éducation, les routines quotidiennes et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive.

Au **Sénégal**, la pluie elle-même est devenue un facteur déclencheur. Les participantes ont raconté être restées éveillées pendant toute la saison des pluies, dans l'attente de l'arrivée de l'eau. Fatou, 15 ans, a déclaré qu'ils ne pouvaient pas dormir paisiblement car ils savaient que l'eau pouvait arriver à tout moment. Le sommeil était la fonction la plus fréquemment affectée, décrit comme superficiel, entrecoupé ou envahi par des cauchemars :

“ **Les inondations m'ont vraiment traumatisée. Depuis, j'ai parfois des cauchemars quand je dors.**”

Madina, 16 ans, Sénégal

La grossesse ne fait qu'aggraver le traumatisme, et les témoignages les plus poignants de détresse émotionnelle et psychologique provenaient de filles et de jeunes femmes confrontées à une grossesse, souvent non désirée, et à leur nouveau rôle de mère.

“ Il y a une grave pénurie de nourriture, et les gens subissent un stress psychologique intense et une grande anxiété en raison de la perte de leurs revenus et de leurs moyens de subsistance. Dans ces conditions, les femmes enceintes et les mères en post-partum souffrent énormément.” Nurjahan, 20 ans, Bangladesh

Tahira, 23 ans, du Bangladesh, décrit le « stress psychologique » lié au fait d'être enceinte lorsqu'une catastrophe survient, tandis que Sayma, 22 ans, également du Bangladesh, évoque l'inquiétude accrue liée à la grossesse lorsque les inondations rendent impossible l'accès aux cliniques, aux médecins, aux médicaments et à une alimentation nutritive. C'est accablant. La planification familiale tenant compte du climat, pour celles qui disposent des connaissances et de l'autonomie nécessaires pour la mettre en œuvre, constituait déjà une stratégie de survie :

“ Les femmes bien informées planifient leur grossesse en essayant d'éviter que la date de l'accouchement ne tombe pendant la saison des pluies.” Shahina, 15 ans, Bangladesh

Anahi, qui participait au groupe de discussion péruvien réunissant des filles de 15 à 19 ans, a évoqué les grossesses non désirées résultant de violences sexuelles commises pendant les coupures d'électricité, ainsi que le traumatisme psychologique qui en découle. Sayma, 22 ans, du Bangladesh, a décrit comment le fait de se réfugier parmi des inconnus, dans des centres d'accueil d'urgence surpeuplés et mixtes, générait une peur constante d'être victime d'exploitation et d'abus sexuels. Dans les centres d'accueil où les produits d'hygiène menstruelle et l'eau potable étaient rares, voire indisponibles, les participantes ont également décrit un stress accru lié à la gestion de leurs besoins fondamentaux, sans intimité ni fournitures adéquates. L'effondrement économique a aggravé la détresse. Lorsque les récoltes ont été détruites, le bétail perdu et les revenus interrompus, les mères ont décrit le sentiment accablant d'impuissance face à l'impossibilité de nourrir leurs enfants.

“ Lors des inondations, les problèmes s'aggravent considérablement : les gens ne peuvent plus travailler, ils n'ont plus de revenus et sont confrontés à de graves difficultés. Ils sont constamment tiraillés entre le choix de manger, d'étudier ou d'assurer l'éducation de leurs enfants.” Sayma, 22 ans, Bangladesh

Au Sénégal, les mères s'inquiétaient constamment que la saison des pluies n'entraîne la formation d'eaux stagnantes qui les rendaient malades, elles et leurs enfants, et elles n'avaient pas les moyens de se payer des soins. Les mères réduisaient leurs propres besoins. Valentina, 23 ans, du Pérou, a expliqué qu'elle se privait de nourriture pour nourrir ses enfants : « *Même si nous ne mangeons pas, eux, ils mangent.* » Et partout, les filles interrogées ont évoqué les tensions causées par la raréfaction des ressources. Lorsque le stress au sein du foyer dégénérait en conflit et en rupture, les jeunes filles se retrouvaient désespérées et seules. Des participantes péruviennes ont expliqué comment cette solitude poussait les filles vers des relations amoureuses et la grossesse, les amenant à abandonner leurs études et leurs projets d'avenir. Rahela, 18 ans, du Bangladesh, a décrit les dommages insidieux causés à la sérénité des enfants lorsque leur routine quotidienne était bouleversée. Il était difficile de demander de l'aide, même là où elle existait.

Aitana, 21 ans, du Pérou, a expliqué comment la stigmatisation liée à la santé mentale, « *la gêne qu'elles ressentent* », créait un obstacle à part entière : la crainte d'être perçues comme ayant un problème empêchait les filles de demander de l'aide. Les répercussions psychologiques des crises climatiques ne touchent pas uniquement les adolescentes et les jeunes femmes, mais on comprend aisément à quel point ces bouleversements peuvent être particulièrement traumatisants pour elles. L'augmentation des violences sexuelles et des grossesses non désirées chez les adolescentes, la peur ressentie dans les centres d'accueil pour personnes déplacées et le manque de protection viennent s'ajouter au choc provoqué par les tempêtes et les inondations, ainsi qu'à l'anxiété croissante face à la sécheresse qui frappe les communautés, un sentiment partagé par tous. Pour les adolescentes et les jeunes femmes, les séquelles psychologiques laissées par le changement climatique seront profondes et durables.



Trouver une solution :

Les filles disent ce qui doit être fait

Les filles et les jeunes femmes ne se sont pas contentées de décrire ce qui n'avait pas fonctionné. Elles ont également exprimé clairement ce qui devait changer. Les solutions qu'elles proposent mettent l'accent sur l'importance de préserver leurs droits et les services en matière de santé sexuelle et reproductive. Fondées sur leur expérience directe, elles couvrent à la fois les aspects immédiats et structurels, et placent systématiquement les filles et les jeunes femmes elles-mêmes au cœur de la réponse.

L'éducation, l'amélioration des services de santé et l'autonomisation économique constituaient les préoccupations centrales, tandis que le besoin d'information, la sensibilisation communautaire et la mise en place d'espaces sûrs sont apparus comme des priorités fondamentales. Il en allait de même pour le désir de s'impliquer, d'être incluses dans la planification à long terme et dans les interventions d'urgence. Lorsque des phénomènes climatiques dévastent des communautés et détruisent les services dont elles dépendent, les filles et les jeunes femmes ont besoin d'être soutenues, mais elles souhaitent également apporter leur contribution ; la clé réside dans la préparation : l'éducation, au sens le plus large du terme, est au cœur de la résilience.

Partout, les filles et les jeunes femmes ont exprimé le désir clair d'être de jouer un rôle actif au sein de leurs communautés, et non des bénéficiaires passives d'une aide. Les propositions d'actions menées par les jeunes comprenaient des modèles d'éducation par les pairs, dans lesquels des filles plus âgées et des jeunes femmes ayant terminé leur scolarité serviraient de sources de motivation pour les plus jeunes ; des campagnes de sensibilisation menées par des victimes de mariages et d'unions précoces ; ainsi que la mise en place, dans chaque village, de groupes de jeunes leaders chargés de fournir des informations, un soutien et une protection.

“ Les filles se sentent en sécurité lorsqu'elles ont quelque chose à faire, lorsqu'elles ont confiance en elles, lorsqu'elles ne sont pas seules et lorsqu'elles ont quelqu'un en qui elles ont confiance et à qui elles peuvent se confier.” Huguette, 23 ans, Sénégal

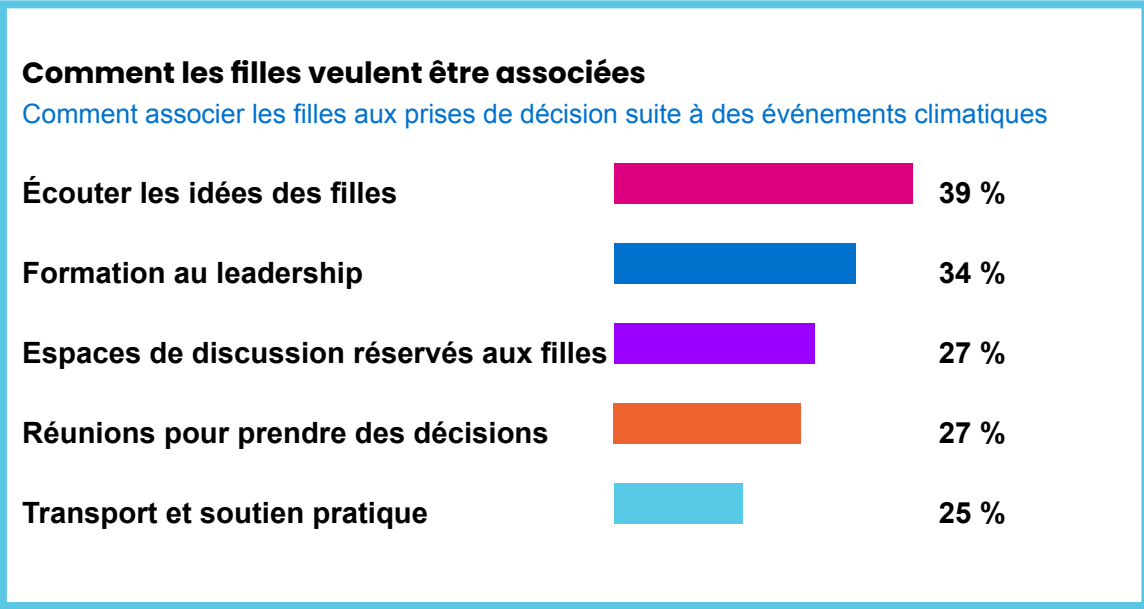
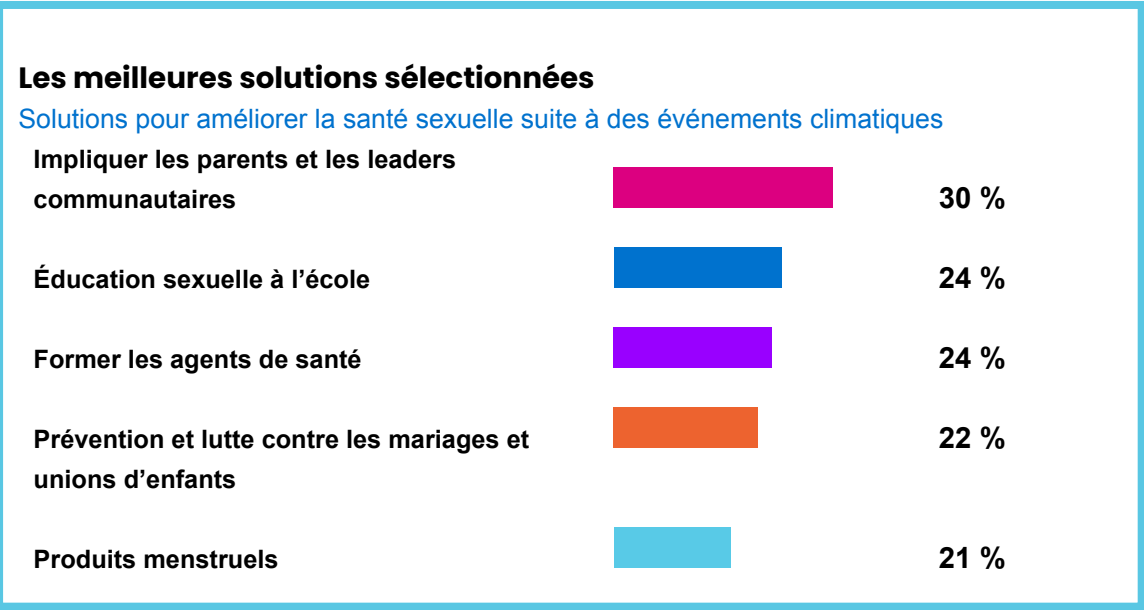


Au Sénégal, une jeune femme mène le changement dans sa communauté. ©Plan International

Au Kenya, les clubs agricoles scolaires contribuent à renforcer la résilience face au changement climatique grâce à des projets pratiques et respectueux de la nature qui protègent les environnements locaux.
© Plan International

Les filles et jeunes femmes nous disent ce qu’elles veulent pour le futur

98,3 % ont choisi au moins une solution visant à améliorer la santé sexuelle des filles et des jeunes femmes face aux phénomènes climatiques.



Note : Les pourcentages indiquent la proportion de filles et de jeunes femmes ayant choisi chaque option. Les priorités en matière de solutions et celles en matière de prise de décision proviennent de questions distinctes de l'enquête ; elles doivent donc être considérées comme deux ensembles de résultats liés, mais distincts. n = 5 000

Les filles et les jeunes femmes constatent que leurs besoins et leurs suggestions sont largement ignorés. Les dispositifs d'urgence ne les prennent pas en compte, et les collectivités locales sont, dans l'ensemble, très mal préparées à faire face à des crises qui perdurent et s'aggravent. Globalement, elles estiment que l'aide apportée par les autorités est insuffisante et arrive trop tard.

“... nous ne recevons aucune aide du gouvernement.”

Les filles avec lesquelles nous nous sommes entretenus, dans tous les pays concernés par l'étude, se sont dites préoccupées par les lacunes dans les réponses apportées par leurs gouvernements face aux événements climatiques. La situation décrite ci-dessous est loin d'être un cas isolé :

“ Lors des inondations, nous ne voyons personne de l'administration venir prendre de nos nouvelles. Personne ne vient évaluer de quels services les gens ont besoin ni s'il faudrait les emmener dans des centres d'accueil. Il n'existe aucun système de ce type et aucune autorité compétente n'est présente... Après les inondations, personne ne mène d'actions dans notre région. Aucune organisation ne vient, et nous ne recevons aucune aide du gouvernement.” Sanjida, 20 ans, groupe de discussion, Bangladesh

Les centres d'accueil souffrent d'un manque criant de ressources : les structures existantes étaient trop petites, voire inexistantes dans certaines régions. Les fournitures essentielles, notamment les serviettes hygiéniques et les compléments alimentaires à base de fer et de calcium destinés aux soins prénataux, faisaient systématiquement défaut dans les centres d'accueil ou lors de la distribution de provisions. Les systèmes d'alerte précoce étaient irréguliers : les alertes étaient diffusées via les haut-parleurs des

mosquées lorsqu'ils fonctionnaient, mais totalement absentes en cas de coupure d'électricité, ce qui obligeait les personnes interrogées à se fier au bouche-à-oreille.

Au **Sénégal**, les filles et les jeunes femmes ont fait état de promesses répétées par les autorités mais non tenues, notamment l'absence de fournitures d'hygiène, même de base. Lorsque l'aide arrivait, elle transitait par les structures communautaires et confessionnelles plutôt que par l'État, ou par des personnes de bonne volonté, notamment une femme qui distribuait des serviettes hygiéniques. Elles ont également mentionné une ONG fournissant des kits d'hygiène, des moustiquaires, de l'eau de Javel et des sacs de sable. Mais ce que la réponse d'urgence négligeait systématiquement était évident :

“ Pendant et après une inondation, les besoins spécifiques des filles restent invisibles face à la situation d'urgence.”
Fatou, 15 ans, Sénégal

Au **Pérou** également, nombreuses sont celles qui ont rapporté que les autorités ne se sont tout simplement pas présentées. Il n'y avait ni plans municipaux, ni intervention coordonnée, ni campagnes après les événements. Les participantes ont indiqué qu'aucune mesure n'avait été prise pour apporter de l'aide après les événements climatiques, et que les filles vivant dans les localités les plus reculées se retrouvaient isolées lorsque les routes devenaient impraticables et que les communications étaient coupées. Le déplacement des communautés entraîne une perte du soutien communautaire :

“ Nous sommes des individus, nous ne nous entraisons pas. C'est pour ça que mon voisin dit que la ville par ici est vraiment moche, ce n'est pas comme quand on vivait à la montagne et qu'on se retrouvait tous ensemble.” Maria, 24 ans, Pérou

Trouver une solution

Au **Zimbabwe**, les filles ont identifié les aides qui faisaient défaut : poursuite de la scolarité pour les filles enceintes et les jeunes mères, fourniture de denrées alimentaires pour réduire la pression économique et la violence domestique, soutien aux moyens de subsistance, comme l'agriculture à petite échelle, l'élevage de chèvres et de poulets, ainsi que le forage de puits. De même au **Kenya**, où les filles ont mentionné l'absence de mesures d'application de la loi et d'un centre d'accueil pour les survivantes, ainsi que le manque de soutien aux familles dont les troupeaux avaient péri lors de la sécheresse : sans nouveau cheptel, les moyens de subsistance ne peuvent pas se rétablir.



Au Kenya, les familles dont le bétail a péri lors de la sécheresse ont besoin d'aide.
© Plan International

Une autre question qui s'est posée concernait la réparation des infrastructures de base, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des habitations. Ce problème s'est particulièrement fait sentir au **Sénégal**, où les inondations persistantes ont transformé les problèmes d'assainissement en un risque sanitaire, où l'électricité ne fonctionnait plus et où les routes étaient en grande partie impraticables. Les filles et les jeunes femmes, confinées chez elles et accablées par les tâches ménagères, sont celles qui en subissent le plus lourd fardeau. Dans tous les contextes, les filles ont souligné que les aides destinées aux filles confrontées à une grossesse non désirée – telles que le soutien psychologique, l'information et l'accompagnement à la maternité – étaient pratiquement inexistantes à la suite d'événements climatiques. Tout au long de cette étude, il apparaît clairement que les filles et les jeunes femmes comprennent l'importance de la SDR dans un contexte de crise climatique qui ne cesse de s'aggraver. Elles savent ce dont les filles et les jeunes femmes ont le plus besoin pour les aider à faire face à ses conséquences. Elles savent ce qui manque et ce qui doit être mis en place pour que leurs droits, leur sécurité et leurs chances dans la vie soient protégés.

Réduire les mariages d'enfants

Maintenir les filles à l'école : il s'agit de la priorité absolue pour réduire les mariages et unions précoces, et c'est également considéré comme essentiel pour prévenir les grossesses non désirées chez les adolescentes. Différentes suggestions ont été formulées quant à la manière d'y parvenir, notamment :

- Une aide pour les frais de scolarité et les fournitures scolaires
- Un soutien à la réinscription scolaire et à la poursuite de la scolarité des filles enceintes
- La responsabilisation des autorités locales afin de s'assurer que les enfants en âge scolaire fréquentent effectivement l'école.

Autonomie économique : les filles et les jeunes femmes ont pris conscience de l'importance d'une plus grande indépendance économique et ont réclamé des opportunités de subsistance, notamment une aide à la création d'entreprise, une formation professionnelle et des emplois basés sur les compétences, dans le cadre d'un accompagnement après une crise climatique visant à réduire le risque de mariage précoce.

Protection juridique : d'autres participantes ont mis l'accent sur les protections juridiques contre le mariage des enfants, qui doivent être comprises, appliquées et diffusées par le biais de formations distinctes et ciblées destinées aux garçons, aux filles et aux parents. Les participantes ont également soulevé la question spécifique de la falsification des documents attestant de l'âge, pratique qui sape les protections juridiques, et ont appelé à la mise en place, au niveau communautaire, de systèmes de responsabilisation rendant plus difficile le contournement de la loi.



.....
**Il faut renforcer le système judiciaire...
Il faut également sensibiliser les membres de
la communauté et les proches.”** Deetya, 23 ans,
groupe de discussion, Bangladesh
.....

Un programme prometteur :

Lutter contre le mariage précoce au Bangladesh

.....
Au Bangladesh, 51 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 10 % avant l'âge de 15 ans, avec une prévalence plus élevée dans les zones rurales. La pauvreté influe sur ces taux, puisque 64 % des filles issues des familles les plus pauvres deviennent des épouses mineures. Le projet de lutte contre le mariage précoce au Bangladesh a été conçu pour s'attaquer à ces problèmes complexes et interdépendants en agissant sur leurs causes profondes, telles que la pauvreté, les normes sociales et de genre néfastes, ainsi que la faiblesse des mécanismes de gouvernance.

Financé par Plan International Canada, ce projet s'est attaché à renforcer l'autonomie des adolescents scolarisés et non scolarisés, à créer un environnement social favorable et à consolider les institutions afin de prévenir les mariages précoces. Parmi les principales activités figuraient des formations à l'autonomisation économique, des sessions du Mouvement pour l'égalité de genre dans les écoles, des formations destinées aux leaders pairs non scolarisés, ainsi que la mise en place de comités de prévention des mariages précoces.

Le projet a d'abord été mis en œuvre dans sept sous-districts de Bhola et de Jhalokathi, dans le sud du Bangladesh ; il a touché plus de 145 000 adolescents et mobilisé 140 951 adultes, parmi lesquels des parents, des enseignants et des responsables locaux. Plan International a collaboré avec deux partenaires locaux et huit organisations nationales afin de garantir la pérennité du projet et de permettre son extension.

Parmi les succès du projet, on peut citer une baisse significative des taux de mariages précoces, ainsi qu'une meilleure connaissance, chez les jeunes, des enjeux liés à cette question et des lieux où ils peuvent trouver du soutien et des informations. On a constaté un changement mesurable et positif dans les attitudes des parents vis-à-vis de l'égalité des filles, ainsi que

des progrès notables vers un changement d'attitude au niveau institutionnel. Les filles comme les garçons ont fait état d'un soutien accru de la part de leurs parents pour rester à l'école, se marier plus tard et cultiver leurs ambitions.

Le programme a adopté une approche globale et à plusieurs volets : mobilisation de l'ensemble de la communauté à tous les niveaux, travail auprès des hommes et des garçons, transmission de compétences, changement des mentalités et établissement de partenariats aux niveaux local et national. Il reconnaît que le changement des mentalités doit aller de pair avec un soutien concret qui permette aux filles et aux jeunes femmes de s'émanciper sur les plans éducatif et économique.

Au Bangladesh :

51 %
des filles se marient avant 18 ans

.....
10 %
des filles se marient avant 15 ans
.....

Portée du programme

plus de 145 000
adolescents touchés

.....
140 951
adultes mobilisés, dont des parents,
enseignants et responsables locaux

Réduire les grossesses non désirées

Assurer le fonctionnement des cliniques et la circulation de l'information : les filles ont réclamé l'accès aux cliniques et une meilleure mise à disposition des moyens de contraception (y compris leur distribution gratuite dans les cliniques), ainsi que des informations sur la SDSR par le biais de canaux qui restent opérationnels lorsque les services habituels sont interrompus. Les pharmacies locales et les agents de santé communautaires, là où ils intervenaient, ont été reconnus comme essentiels à la circulation de l'aide, des fournitures et de l'information. Le soutien psychologique, l'accompagnement et les conseils ont été considérés comme un autre besoin crucial.

Pour faciliter la circulation de l'information, les filles ont proposé la création de groupes WhatsApp modérés par des centres de santé, des gynécologues ou des interlocuteurs communautaires de confiance, permettant ainsi au soutien de parvenir jusqu'à elles même lorsque les routes sont impraticables.

La radio communautaire, les réseaux d'éducation par les pairs, les stands temporaires lors d'événements communautaires et les pages en ligne ont tous été proposés comme canaux complémentaires.

La clé de bon nombre de ces suggestions réside dans une collaboration étroite avec les communautés locales et dans la planification. Le changement climatique signifie que les sécheresses, les inondations et autres phénomènes météorologiques extrêmes ne surviennent pas de manière totalement inattendue. Les informations et les fournitures répondant aux besoins des adolescentes et des jeunes femmes en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs pourraient être anticipées, dans le cadre des interventions d'urgence et de la préparation des communautés.

"Ils devraient confier cette information à une personne responsable au sein de chaque communauté, qui soit en contact avec ce groupe et qui diffuse ce type d'informations, afin que les adolescents soient informés malgré les phénomènes actuels." Anahi, 23 ans, groupe de discussion, Pérou



Au Pérou, des filles vérifient la qualité de l'eau qu'elles utilisent. Grâce au projet Safe Horizons de Plan International, les communautés se mobilisent pour aider les écoles à mieux faire face aux phénomènes climatiques extrêmes. ©Plan International

Conclusion

Ce rapport a pour objectif de consolider et d'approfondir les données disponibles sur la manière dont le changement climatique menace la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes et des jeunes femmes. S'appuyant sur une analyse documentaire, une analyse statistique à grande échelle, une enquête menée auprès de 5 000 adolescentes et jeunes femmes, ainsi que des entretiens approfondis et des groupes de discussion organisés dans cinq pays, les conclusions sont sans équivoque : **le changement climatique perturbe systématiquement les conditions permettant aux filles et aux femmes d'exercer leur autonomie reproductive, de faire des choix viables et de vivre en sécurité.**

L'aggravation des difficultés économiques, provoquée par la crise climatique, est le principal facteur à l'origine des préjudices. La sécheresse persistante, qui porte le plus gravement atteinte aux finances des ménages, est le risque associé aux atteintes les plus graves et les plus généralisées aux droits sexuels et reproductifs des filles et des jeunes femmes. Elle limite ainsi leur accès à l'éducation, leurs opportunités et leur sécurité. La sécheresse fait grimper les taux de mariages et d'unions précoces et forcés, et modifie le moment où les filles et les jeunes femmes décident de tomber enceintes, voire leur décision même de le faire. Les inondations, malgré le traumatisme qu'elles peuvent causer et les perturbations mettant la vie en danger décrites par les participantes, semblent avoir un impact à long terme moins significatif sur l'accès des filles et des jeunes femmes à la contraception, sur les mariages et unions précoces, sur la violence sexuelle et sur les grossesses non désirées. Les implications sont importantes : le risque le plus grave pour la santé et la sécurité des filles et des jeunes femmes s'accumule au fil des mois et des années sous l'effet de pressions climatiques persistantes, d'une pauvreté persistante et, par conséquent, de stratégies d'adaptation néfastes qui perdurent, plutôt que de résulter d'une catastrophe ponctuelle. Il faut mettre en place des interventions – politiques ciblées, financements, sensibilisation – pour remédier à cette situation.



Au Bangladesh, les communautés vivant le long des berges sujettes à l'érosion sont confrontées à des déplacements répétés. © Plan International

Qu'il s'agisse de l'accès à la contraception, de la violence sexuelle, des mariages et unions précoces ou des grossesses non désirées, les mêmes mécanismes se répètent et se renforcent mutuellement. L'absence de contraception et les violences sexuelles augmentent toutes deux le risque de grossesses non désirées, ce qui exerce à son tour une pression en faveur des mariages et unions précoces. La perte de revenus familiaux favorise également les mariages et unions précoces comme stratégie d'adaptation – ce qui conduit, une fois encore, à des grossesses non désirées. L'aggravation des tensions au sein des foyers, engendrée par la pauvreté croissante, entraîne une recrudescence de la violence sexuelle. Il est essentiel de comprendre que ces phénomènes sont étroitement liés, car les interventions qui ne s'attaquent qu'à l'un d'entre eux seront compromises par les autres, restés sans réponse.

Au cœur de ces données se pose une question de justice climatique. Les filles qui subissent les conséquences les plus graves sont celles dont les droits étaient déjà les moins garantis et qui sont les moins responsables des émissions à l'origine de la crise. Une réponse climatique qui ne tiendrait pas compte de la diversité des réalités vécues par les filles et les jeunes femmes ne ferait qu'aggraver les inégalités existantes et laisserait pour compte les filles les plus marginalisées.

Si les données mettent en évidence une menace constante, elles indiquent également un levier constant. Dans tous les volets de l'analyse statistique, l'éducation des filles apparaît comme le facteur de protection le plus stable, associé à des taux plus faibles de mariages et d'unions précoces et de violences sexistes, ce qui contribue à réduire les grossesses non désirées.

Il est essentiel de maintenir les filles à l'école pendant et après les crises climatiques, et de considérer les informations et les services liés à la santé sexuelle et reproductive comme des infrastructures essentielles, plutôt que comme un supplément facultatif. Les filles et les jeunes femmes interrogées dans le cadre de cette étude l'ont compris intuitivement,



Au Bangladesh, les groupes de jeunes plaident en faveur de la résilience climatique. © Plan International

citant l'éducation sexuelle, l'information et le droit d'être entendues, ainsi que le soutien des parents et des leaders communautaires, parmi leurs principales priorités en matière de changement. La poursuite de la scolarité ouvre également la voie à des perspectives d'emploi et à une plus grande indépendance financière, ce qui peut contribuer à protéger les filles et les jeunes femmes contre les choix qui leur sont imposés et qui bouleverseront le cours de leur vie.

L'éducation n'est toutefois pas le seul levier mis en avant par les données. Comme le montre clairement l'analyse ci-dessus, le canal de préjudice le plus évident est d'ordre économique : la pauvreté des familles favorise les mariages et les unions précoces, modifie les décisions en matière de procréation et accroît la violence sexuelle, principalement en intensifiant la pression sur les revenus des ménages. Cela fait de la sécurité économique un axe d'intervention tout aussi important. Les crises climatiques entraînent une aggravation de la pauvreté, qui à son tour conduit à l'adoption de stratégies d'adaptation néfastes. Cette situation ne changera que si la lutte contre les mariages et les unions précoces, ainsi que la prévention des grossesses non désirées, deviennent une priorité durable, et non une mesure d'urgence prise après coup.



Au Kenya, des filles font campagne contre les mariages et unions précoces. © Plan International

La protection sociale et les aides au revenu, qui protègent les familles contre les pertes liées au changement climatique, permettraient de réduire le recours aux mariages et unions précoces, à l'exploitation sexuelle ou au retrait des filles de l'école comme stratégies d'adaptation.

Elles constituent un complément indispensable pour maintenir les filles à l'école et considérer les informations et les services en matière de SDRS comme des infrastructures essentielles. Pour préserver les droits des filles dans un contexte de stress climatique, il faut à la fois lutter contre la pauvreté et garantir l'accès à l'éducation. Ce n'est qu'ainsi que les filles et les jeunes femmes pourront échapper aux fardeaux qui pèsent actuellement sur elles seules, à mesure que les crises climatiques se multiplient.

Les données rassemblées ici sont suffisantes pour justifier une action, et le coût d'une inaction prolongée se mesurera à l'aune de la détérioration de la santé, de la sécurité et de l'avenir des filles et des jeunes femmes les moins à même d'en supporter les conséquences.

Dans le contexte politique actuel, il est de plus en plus important que les gouvernements, les ONG, les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile travaillent main dans la main. Les filles et les jeunes femmes ont besoin que nous trouvions de nouvelles sources de financement, qui puissent être affectées à des initiatives locales menées par des filles, afin de concevoir avec elles des interventions qui non seulement fonctionnent au niveau local, mais puissent également être transposées à plus grande échelle et appliquées dans de nombreux contextes différents. Les crises climatiques ne sont pas près de disparaître, pas plus que leur impact sur les filles et les jeunes femmes ne va s'atténuer. Les recommandations qui suivent exposent comment nous pouvons tous commencer à y répondre, et elles ont un point commun : les filles et les jeunes femmes, dont les témoignages parsèment ce rapport, doivent être au cœur des solutions conçues en leur nom.

Les donateurs internationaux, les gouvernements et les organisations humanitaires doivent :

Intégrer le financement de la SDR dans celui du climat :



- Élaborer des politiques climatiques prévoyant des mesures concrètes visant à garantir l'accès à la contraception, aux soins de santé maternelle, à la santé menstruelle, aux services de prise en charge de la violence sexuelle et à une éducation sexuelle complète, même en cas de perturbations liées au climat.
- Réserver une part bien définie des financements destinés à la lutte contre le changement climatique et à l'aide humanitaire, et intégrer la SDR dans la planification des interventions, en les considérant comme des éléments d'adaptation et de résilience plutôt que comme un complément facultatif.
- Allouer une part définie des ressources financières disponibles à des organisations locales et dirigées par des filles, selon des modalités pluriannuelles souples, et alléger le fardeau de la dette des pays à faibles revenus afin de dégager davantage de ressources financières : le changement climatique touche le plus durement celles qui en sont le moins responsables.



Veiller à ce que les informations et les services relatifs à la SDR continuent d'être assurés dans le cadre de la réponse d'urgence :

- Intégrer la SDR des adolescentes dans les interventions d'urgence, tout en renforçant la planification à long terme afin de rendre ces droits, pour les filles et les jeunes femmes, plus résilients face au changement climatique.
- Veiller à ce que des professionnels de santé formés fournissent aux jeunes des services de santé sexuelle et reproductive inclusifs, adaptés à leur âge et à leur genre, exempts de stigmatisation, de discrimination et de contrainte, et accessibles avant, pendant et après les crises climatiques.
- Intégrer les moyens de contraception et les produits d'hygiène menstruelle dans les interventions en cas de catastrophe, et intégrer des cliniques mobiles, des professionnels de santé et des campagnes d'information sur la SDR dans les services d'intervention.
- Intégrer les services de protection et d'intervention, ainsi que la mise en œuvre d'une éducation sexuelle complète, tant en milieu scolaire qu'en dehors, dans le cadre des mesures d'urgence.
- Veiller à ce que les abris d'urgence et autres lieux d'accueil disposent d'espaces sécurisés pour les filles et les femmes, et apporter un soutien pratique et psychologique aux filles victimes de violences sexistes et sexuelles ou soumises à des pressions pour se marier.

Recommandations³²

L'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs est essentiel pour éviter que les filles et les jeunes femmes ne subissent de manière disproportionnée les conséquences du changement climatique. La pauvreté, l'augmentation des **violences sexistes et sexuelles** et les difficultés d'accès aux soins et à l'éducation se conjuguent pour restreindre leurs choix et compromettre durablement leur santé, leur sécurité et leur avenir. Les filles et les jeunes femmes les plus défavorisées sont particulièrement exposées : celles qui vivent dans des communautés isolées, appartiennent à des groupes minoritaires, sont en situation de handicap, subissent les effets de la sécheresse ou grandissent dans des familles aux ressources limitées. Mais aucune n'est totalement épargnée. Garantir l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs constitue un levier essentiel pour protéger les filles et les jeunes femmes face aux conséquences des crises climatiques et préserver leur capacité à décider de leur avenir. Cela nécessite une mobilisation collective des familles, des communautés, des ONG internationales, des bailleurs de fonds et des gouvernements, afin de mieux prendre en compte leurs besoins et leurs droits dans les politiques et les réponses aux crises climatiques.

Les inondations au Bangladesh augmentent les risques qui pèsent sur les filles et leurs familles. © Plan International

Au Kenya, une mère et sa fille tentent de sauver ce qu'elles peuvent après que des inondations dévastatrices ont détruit leur maison. ©Plan International / Martin Ndichu



Veiller à ce que les filles restent à l'école et prendre des mesures pour garantir la continuité de leur scolarité :

- Maintenir les écoles ouvertes et gratuites pour tous les enfants. Les écoles constituent des lieux essentiels d'information, de soutien et de sécurité pour les filles. L'éducation protège contre le mariage précoce et la violence sexuelle sous toutes ses formes. Elle ouvre également la voie à un futur emploi et à l'autonomisation économique, qui favorisent l'égalité de genre et la sécurité.
- Prévoir une éducation ininterrompue, y compris une éducation sexuelle complète, et, si nécessaire, un enseignement à distance en ligne et hors ligne.
- Faire preuve d'inclusivité, veiller à ce que les fonds et les plans soient en place pour permettre à toutes les filles et jeunes femmes – celles en situation de handicap, vivant dans des zones reculées, y compris les adolescentes enceintes et les jeunes mères – de poursuivre leur scolarité.
- Suivre et procéder à la réinscription des filles qui ont abandonné l'école à la suite de crises climatiques.



Mettre fin aux facteurs économiques à l'origine des mariages précoces, des grossesses non désirées et de l'exploitation :

- Aider les familles confrontées à des difficultés économiques en leur fournissant de la nourriture, en leur assurant des moyens de subsistance, en créant des emplois et en entretenant les infrastructures.
- Anticiper afin que les mesures de protection sociale et les transferts monétaires soient en place avant que les familles ne soient contraintes de recourir à des stratégies d'adaptation néfastes.
- Accompagner les familles et les communautés dans l'évolution des normes sociales afin que le mariage d'une fille ne soit pas une stratégie d'adaptation automatique en période de difficultés.



Impliquer les adolescentes et les jeunes femmes dans les discussions, les décisions et la mise en œuvre de toute solution conçue pour elles :

- Veiller à ce que les adolescentes et les jeunes femmes soient représentées de manière significative dans la gouvernance climatique, la planification de l'adaptation et la prise de décision en matière de financement climatique à tous les niveaux.
- Apporter un soutien financier et pratique aux initiatives menées par les jeunes en matière de planification des crises, notamment par le biais de formations au leadership, de la mise en place d'espaces sécurisés, d'une aide concrète pour participer aux réunions et d'un soutien à l'organisation de campagnes de sensibilisation au sein de leurs communautés afin de souligner l'importance de la SDSR lors des crises climatiques.



Concevoir et cibler les interventions avec et pour les filles les plus exposées aux risques :

- Veiller à ce que les besoins et les droits des jeunes femmes les plus exposées aux risques climatiques, des adolescentes issues de minorités et de communautés autochtones, des filles en situation de handicap, des filles déplacées ou migrantes, de celles vivant dans des zones reculées, ainsi que des filles mariées, en couple ou enceintes, soient reconnus et pris en compte.
- Abandonner les réponses neutres en genre et uniformes et collecter des données ventilées.

Remerciements

Avant toute chose, nous tenons à exprimer notre gratitude envers les filles et les jeunes femmes qui ont partagé avec nous leurs expériences et leurs réflexions sur la manière dont les phénomènes climatiques, avec leurs répercussions spécifiques sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, façonnent la vie des filles et des jeunes femmes. Nous les remercions pour le temps qu'elles nous ont consacré et pour leur participation à notre étude.

Équipe d'écriture du rapport : Sharon Goulds, rédactrice en chef et autrice du rapport. Auteurs du rapport original : Isobel Fergus, Siraaj Khurram, Nicole Jagonase et Smarika Pokhrel.

Comité de rédaction de Plan International : Isobel Fergus, Senior Research Manager and Report Project Manager; Dr Jacqueline Gallinetti, Director of Impact Evidence and Performance; Emebet Wuhib-Mutungi, Sexual Reproductive Health and Rights Lead; Johanne Westcott-Simpson, Policy, Advocacy & Strategic Partnerships Lead - CEFMU and SRHR; Stu Solomon, Global Climate Lead; Danny Plunkett, Head of Content and Creative; Rilian Agunos, Global Media Manager; Patti Burton, Social Media Editor; Bassant Bahaaeldin, Global Campaigns Officer and Zoe Birchall, Global Campaigns Lead.

Un grand merci aux personnes suivantes pour leurs commentaires et leurs réflexions inestimables sur ce rapport : Plan International West and Central Africa – Juli-Collette Nsah Bongsiisy, Regional Policy and Advocacy Specialist. Plan International Latin America and the Caribbean – Anahi Almeida, Regional Advisor on Sexual and Reproductive Health and Rights. Plan International Zimbabwe - Veronica Jakarasi, Climate and Resilience Specialist Southern Africa. Plan International Asia and the Pacific – Candice Bismonte, Regional Climate and Anticipatory Action.

Plan International Global Hub - Anastasia Carayanides, Executive Director, Global Affairs, Pete Manfield, Chief Impact Officer, Robin Knowles, Global Media Manager. Plan International Bangladesh - Monowarul Islam, Head of Programme Quality and Innovation. Plan International Peru - Alexandra Castanada, Gender and Participation Technical Advisor, and Plan International Kenya - Brian Soita, Monitoring Evaluation Research and Learning Manager. Et à tou·te·s les contributeur·rice·s du Global Young Influencers Group.

Équipes des bureaux nationaux et des organisations nationales : Nous remercions le personnel de Plan International Bangladesh, Kenya, Pérou, Sénégal et Zimbabwe, qui ont contribué à la mise en œuvre de l'étude qualitative, ainsi que tous les bureaux nationaux et régionaux qui ont fait part de leurs commentaires sur ce rapport.

Contributrice additionnelle : Nous tenons tout particulièrement à remercier Karen, originaire du Pérou et membre du Global Young Influencers Group, d'avoir rédigé la préface de ce rapport et d'avoir partagé ses réflexions et ses expériences.

Analyse secondaire des données relatives aux événements climatiques et à leurs répercussions sur la santé sexuelle et reproductive : contenu rédigé par le Dr Emre Karabulutoglu, en collaboration avec la professeure Raya Muttarak et le Dr Roman Hoffman.

Les enquêtes de la recherche ont été menées par : Geopoll

Graphisme : Jessica Nugent

Notes

- 1 Dans ce rapport, l'expression « mariages et unions précoces » sert de terme générique pour désigner les unions informelles ainsi que les mariages d'enfants, précoces et forcés. Plan International définit les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés (MUEPF) comme tout mariage ou union informelle, qu'il relève du droit civil, religieux ou coutumier, avec ou sans enregistrement officiel, dans lequel l'un des conjoints ou les deux sont âgés de moins de 18 ans et/ou dans lequel le consentement libre, éclairé et sans réserve de l'une des parties ou des deux n'a pas été obtenu. Plan International condamne fermement la pratique des MUEPF et appelle à son interdiction en vertu du droit national et coutumier, ainsi qu'à l'application pleine et effective de ces lois. Conformément à l'Observation générale n° 4 du Comité des droits de l'enfant, Plan International estime que l'âge minimum du mariage devrait être fixé à 18 ans et que cette règle devrait s'appliquer de manière égale aux hommes et aux femmes, indépendamment de toute disposition relative au consentement parental ou judiciaire.
- 2 European Commission, Disaster Risk Management Knowledge Centre (2024) INFORM Report 2024. Ispra: European Commission, Joint Research Centre. Available at: <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/About/Publications> (Accessed: 3 August 2026).
- 3 Food Security Information Network and Global Network Against Food Crises (2024, 2025) Global Report on Food Crises. Rome: FSI
- 4 IPCC (2022) Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Edited by H.-O. Pörtner et al. Cambridge and New York: Cambridge University Press. doi: 10.1017/9781009325844.
- 5 Food and Agriculture Organization of the United Nations (2026) The Hidden Impacts of Conflict Rome: FAO. Available at: <https://openknowledge.fao.org/items/67a1fe95-98f2-4f23-8be7-99491bfd8343> (Accessed: 3 August 2026).
- 6 United Nations Economic and Social Council (2026) Review of the implementation of the agreed conclusions of the sixty-third session of the Commission on the Status of Women. E/CN.6/2026/3. New York: United Nations. Available at: <https://docs.un.org/en/E/CN.6/2026/3> (Accessed: 10 August 2026)
- 7 Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (2026) 'A historic decline in foreign aid: Preliminary 2025 ODA data', OECD Data Insights, April. Available at: <https://www.oecd.org/en/data/insights/data-explainers/2026/04/a-historic-decline-in-foreign-aid-preliminary-2025-oda-data.html> (Accessed: 13 August 2026).
- 8 Souto, M. et al. (2025) Funding cuts and their implications for sexual and reproductive health and rights. Brussels: Centre for European Policy Studies. Available at: <https://www.ceps.eu/ceps-publications/funding-cuts-and-their-implications-for-sexual-and-reproductive-health-and-rights/> (Accessed: 10 August 2026).
- 9 International Planned Parenthood Federation (no date) Almost US\$10 Million in US-Funded Contraceptives May Go to Waste in Belgium as Trump Administration Keeps Them in Holding. Available at: <https://www.ippf.org/media-center/almost-us10-mil-us-funded-contraceptives-may-go-waste-belgium-trump-administration> (Accessed 3 August 2026)
- 10 Pour plus de détails sur les méthodologies et les procédures éthiques, veuillez vous reporter à la section 5 du rapport technique : <https://plan-international.org/uploads/2026/09/Technical-Report.pdf>

- 11 Au Kenya et au Sénégal, des avis éthiques nationaux ont également été sollicités (par l'intermédiaire du Comité national d'éthique pour la recherche en santé (CNER) au Sénégal et du Comité institutionnel d'évaluation scientifique et éthique (ISERC) relevant de la Commission nationale pour la science, la technologie et l'innovation (NACOSTI) au Kenya).
- 12 Sunilkumar, A. (2024). The impact of climate change on sexual and reproductive health: why is it important and what can we do? USEP 2024 Winner. CoSRH. Available at: <https://www.cosrh.org/Common/Uploaded%20files/documents/USEP%202024%20-%20Winner.pdf> (Accessed: 12 February 2026)
- 13 Brown ML, Severson A, Tiedt S, Beeman A, Fuchs NR and Gibbs T (2025) The complex relationship between climate anomalies and reproductive attitudes and practices in low- and middle-income countries. *Front. Glob. Women's Health* 6:1548648. doi: 10.3389/fgwh.2025.1548648
- 14 Sunilkumar, A. (2024). The impact of climate change on sexual and reproductive health: why is it important and what can we do? USEP 2024 Winner. CoSRH. Available at: <https://www.cosrh.org/Common/Uploaded%20files/documents/USEP%202024%20-%20Winner.pdf> (Accessed: 12 February 2026)
- 15 UN Women (no date) Global Database on Violence Against Women. Available at: <https://data.unwomen.org/global-database-on-violence-against-women> (Accessed 12 December 2025).
- 16 van Daalen, K.R., Kallesøe, S.S., Davey, F. et al. (2022) 'Extreme events and gender-based violence: a mixed-methods systematic review', *The Lancet Planetary Health*, 6(6), pp. e504–e523.
- 17 Westendorf, J.-K., Bian, J., Daigle, M., Potts, A., Jennings, K., Reddick, M., Massonneau, C.C., Gamhewage, G. and Mahmoud, M.E. (2024) 'Sexual exploitation, abuse and harassment in humanitarian contexts', *Bulletin of the World Health Organization*, 102(12), pp. 888–894. doi: 10.2471/BLT.24.291655.
- 18 Agrawal, P., Post, L.A., Glover, J. et al. (2023) 'The interrelationship between food security, climate change, and gender-based violence: a scoping review with system dynamics modeling', *PLOS Global Public Health*, 3(2), p. e0000300. doi: 10.1371/journal.pgph.0000300.
- 19 Desai, B.H. and Mandal, M. (2021) 'Role of climate change in exacerbating sexual and gender-based violence against women: a new challenge for international law', *Environmental Policy and Law*, 51(3), pp. 137–157.
- 20 Pope, D.H., McMullen, H., Baschieri, A., Philipose, A., Udeh, C., Diallo, J. and McCoy, D. (2023) 'What is the current evidence for the relationship between the climate and environmental crises and child marriage? A scoping review', *Global Public Health*, 18(1), p. 2095655. Available at: <https://doi.org/10.1080/17441692.2022.2095655>.
- 21 Asare, L. A., & Forkuor, J. B. (2024). The social consequences of climate change: a qualitative analysis of early girl child marriage as an informal adaptation strategy among rural communities in Northern Ghana. *Cogent Social Sciences*, 10(1). <https://doi.org/10.1080/23311886.2024.2319703>
- 22 Schulte, C., Erhardt-Ohren, B. and Prata, N. (2025) 'A scoping review of natural disasters, environmental hazards, and maternal health: Are all potential outcomes accounted for in conceptual frameworks?', *PLOS Climate*, 4(1), e0000558. doi: 10.1371/journal.pclm.0000558
- 23 World Health Organization (WHO). (n.d.). Pregnancy and childbirth complications are the leading cause of death among 15–19-year-old girls. Available at: <https://www.who.int/health-topics/adolescent-health/pregnancy-and-childbirth-complications-are-the-leading-cause-of-death-among-15-19-year-old-girls> (Accessed: 24 June 2026).
- 24 Ivanova, O. et al. (2023) 'Sexual and reproductive health needs for forcibly displaced adolescent girls and young women (10–24 years old) in humanitarian settings: a mixed-methods systematic review', *Reproductive Health*, 20, 151. doi:10.1186/s12978-023-01715-8.
- 25 Ibid.
- 26 L'analyse a inclus le Green Climate Fund, l'Adaptation Fund, et les mécanismes bilatéraux de financement de la lutte contre le changement climatique.
- 27 Donor Tracker (2024) Resourcing Climate and Health Priorities: A Mapping of International Finance Flows from 2018–2022. Available at: <https://donortracker.org/publications/resourcing-climate-and-health-priorities> (Accessed 19 February 2026).
- 28 La variable dépendante correspond à la proportion de femmes ayant contracté une première union avant l'âge de 18 ans au cours de la période considérée. Le dénominateur comprend les femmes âgées de 15 à 18 ans à la première année et de 15 à 22 ans à la cinquième année.
- 29 Les filles et les jeunes femmes pouvaient sélectionner plusieurs réponses ; c'est pourquoi le total des pourcentages ne s'élève pas à 100 %. Les pourcentages sont calculés sur l'échantillon complet des filles et des jeunes femmes interrogées (n = 5 000). La catégorie « Problèmes de santé physique ou mentale » regroupe les problèmes de santé physique et les troubles de santé mentale. La catégorie « Accès réduit aux soins de santé ou installations de santé endommagées » regroupe l'accès réduit aux soins de santé et les dommages subis par les installations de santé.
- 30 Bien qu'ils et elles participent à la sensibilisation en matière de santé, ils et elles ne sont pas des professionnels de santé ayant suivi une formation officielle.
- 31 Girls Not Brides (no date) Child Marriage Atlas: Senegal. Available at: <https://www.girlsnotbrides.org/en/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/senegal> (Accessed: 10 August 2026)
- 32 Les recommandations présentées ici constituent une version condensée de l'ensemble des recommandations. Pour plus de détails et des conseils de mise en œuvre, veuillez consulter le rapport technique, disponible à l'adresse suivante : <https://plan-international.org/uploads/2026/09/Technical-Report.pdf>



Jusqu'à l'égalité

À propos de Plan International

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui fait avancer les droits des enfants et l'égalité pour les filles. Nous croyons au pouvoir et au potentiel de chaque enfant mais nous savons qu'ils sont souvent balayés par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont le plus affectées.

En travaillant conjointement avec les enfants, les jeunes, les militants et les partenaires, nous cherchons à créer un monde plus juste qui s'attaque aux causes profondes des défis que les filles et les enfants vulnérables peuvent rencontrer. Nous accompagnons les enfants de la naissance jusqu'à l'âge adulte pour développer leur autonomie et leur donner la capacité de décider pour leur vie en situation de développement et/ou d'urgence. Nous stimulons des changements dans les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et mondial grâce à notre portée, notre expérience et notre connaissance des besoins, des réalités et des inégalités. Pendant plus de 85 ans, nous avons mobilisé d'autres optimistes déterminé-es pour transformer la vie de tous les enfants dans plus de 80 pays.

Jusqu'à l'égalité !

Plan International

Siège international
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org



plan-international.org



facebook.com/planinternational



twitter.com/planglobal



instagram.com/planinternational



linkedin.com/company/plan-international



youtube.com/user/planinternationaltv



tiktok.com/planinternational.org

Image de couverture : Pendant la saison des pluies au Pérou, les inondations perturbent régulièrement la scolarité de Ciana, âgée de 11 ans. © Plan International